

# ON A TOUT BOUFFÉ SAUF LA HONTE

Dr. Sarcasme

LENG

98  
880

FREE  
8/2

GAINCH

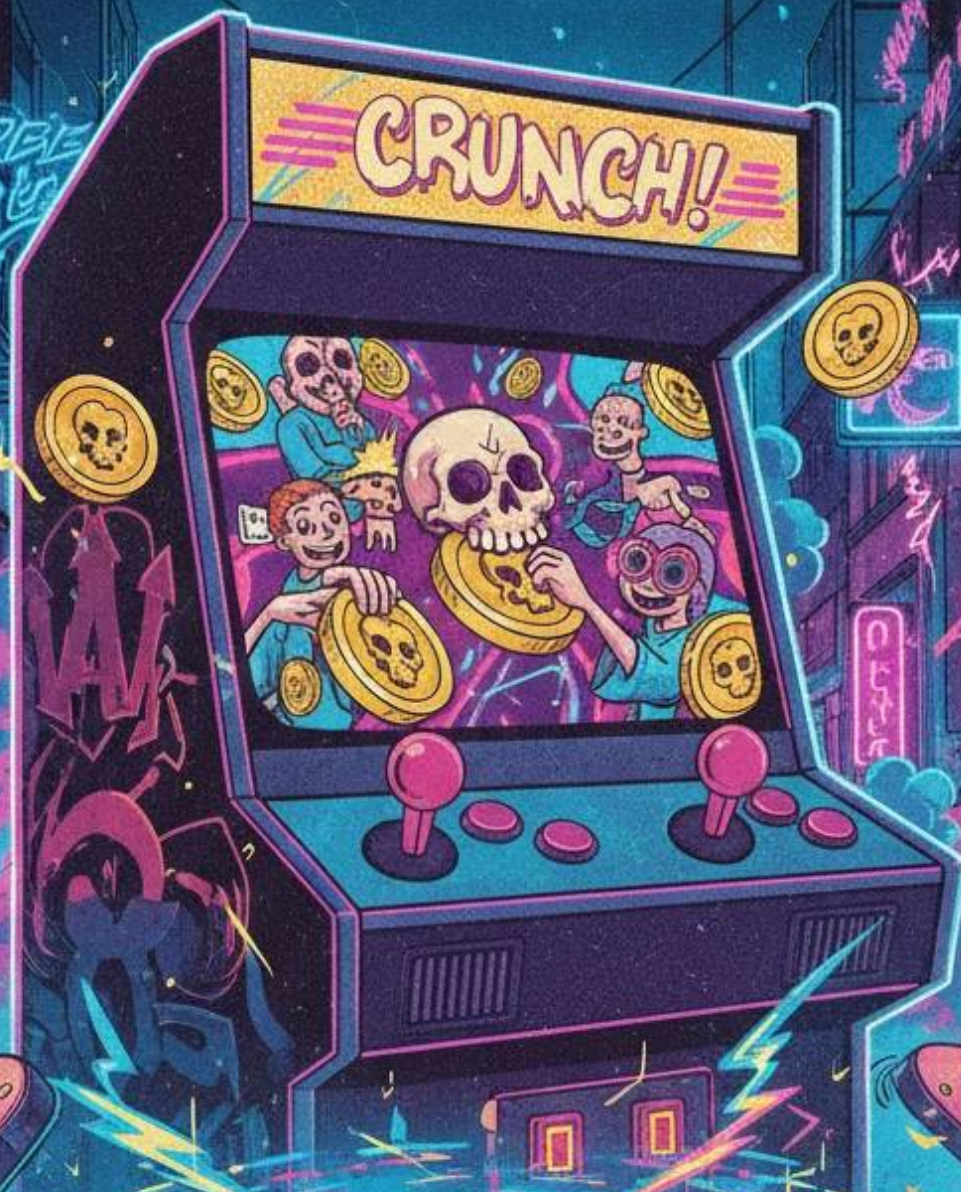
EL UP

LEVEL U

TOFOA

DEUT

GAME OVER!



BERCY

NEANT



# **On a tout bouffé sauf la honte**

*Par Dr. Sarcasme*

ÉDITIONS FUSIANIMA

[Lire la version interactive sur Fusianima.com](https://fusianima.com)

# Table des matières

Chapitre 1 : 3000 Milliards : Record du monde de découvert	4
Chapitre 2 : Le 'Quoi qu'il en coûte' ou l'Open Bar tragique	9
Chapitre 3 : Le CERFA : Notre seule industrie encore debout	14
Chapitre 4 : Impôts : On est les champions (et y'a pas de trophée)	18
Chapitre 5 : La Retraite à 104 ans : Un concept d'avenir	22
Chapitre 6 : Le mille-feuille administratif : Trop de crème, plus de gâteau	27
Chapitre 7 : L'Hôpital et l'École : Budget de palace, service de camping	32
Chapitre 8 : Les Mozart de la Finance (Version Sourds)	37
Chapitre 9 : Travailler plus pour... payer le gaz des autres	41
Chapitre 10 : La Tour Eiffel sur LeBonCoin	46
Chapitre 11 : Le génie français : Transformer l'or en plomb	50
Chapitre 12 : Fin de fête : Qui range les cadavres de bouteilles ?	55

# Chapitre 1

## 3000 Milliards : Record du monde de découvert

Éteignez les lumières, allumez les néons bleus et roses, et faites chauffer la machine à fumée. Bienvenue dans la plus grande salle d'arcade de l'histoire de l'humanité. C'est une salle un peu particulière, située quelque part entre Bercy et le néant, où l'on ne joue pas avec des jetons en plastique, mais avec votre avenir, celui de vos enfants, et probablement celui des cafards qui hériteront de la Terre.

Le score s'affiche en haut de l'écran, dans une police d'écriture 8-bits qui clignote frénétiquement : **\*\*3 000 000 000 000 €\*\***.

Trois mille milliards. Douze zéros. C'est le genre de chiffre qui n'appartient plus aux mathématiques, mais à l'astronomie ou à la psychiatrie lourde. Si vous comptiez un euro par seconde, il vous faudrait environ 95 000 ans pour arriver au bout. C'est-à-dire que vous auriez dû commencer à épargner au moment où l'homme de Néandertal se demandait encore si le feu, c'était plutôt pour cuire le mammouth ou pour se faire des reflets sympas dans les cheveux.

Et pourtant, regardez nos élites. Est-ce qu'elles transpirent ? Est-ce qu'elles ont la main qui tremble sur le joystick ? Pas du tout. Elles sont en plein « High Score ». Elles sont dans la zone. Elles pratiquent le *\*speedrun\** de la banqueroute nationale avec une dextérité qui forcerait l'admiration si on n'était pas, nous, les pixels qu'on est en train d'effacer pour libérer de la mémoire vive.

Dans n'importe quel autre univers de la physique connue, quand vous avez un découvert de 3 000 milliards, vous ne recevez pas une lettre de rappel de votre banquier. Non. À ce niveau-là, le banquier vient chez vous, il vous apporte des

croissants, il vous appelle « Sire » et il vous demande humblement si vous comptez bientôt annexer la Belgique pour éponger les intérêts du mois de juillet. Parce qu'à 3 000 milliards, ce n'est plus un problème de dette, c'est une force gravitationnelle. On ne doit plus de l'argent, on a créé un trou noir budgétaire tellement dense que même la lumière de l'espoir ne peut plus s'en échapper.

Mais l'astuce, le génie absolu de la mise en scène, c'est d'avoir transformé ce désastre en une forme de compétition vidéoludique. On traite la dette comme un multiplicateur de combo dans \*Guitar Hero\*. Plus la jauge monte, plus la musique devient épique. On débloque des « Achievements » incroyables :

- \*Succès déverrouillé : "Quoi qu'il en coûte" (Dépenser le PIB du Portugal en masques périmés et en chômage partiel pour influenceurs).\*
- \*Succès déverrouillé : "Plafond de verre" (Exploser le critère de Maastricht avec la subtilité d'un 38 tonnes dans une cristallerie).\*
- \*Succès déverrouillé : "Génération sacrifiée" (Vendre les reins des moins de 25 ans avant qu'ils ne soient nés).\*

Le problème, c'est que nos joueurs de haut niveau souffrent d'un biais cognitif majeur. Ils croient que la dette est un score de prestige. Dans leur tête, ils sont sur le leaderboard mondial. Ils se comparent aux Américains, aux Japonais. « Regardez les gars, le Japon est à 250 % de dette sur PIB et ils ont encore des trains qui arrivent à l'heure et des sushis au thon gras ! On peut encore tenir un niveau ! »

Sauf que le Japon, c'est le boss final du jeu. Ils ont des ressources cachées, une épargne de malade et une culture du suicide rituel qui permet de régler les problèmes de retraite assez radicalement. Nous, on a juste des grèves à la SNCF et une passion immodérée pour les ronds-points. Notre stratégie de jeu, c'est d'appuyer sur tous les boutons en même temps en espérant qu'un « glitch » nous permette de passer à travers le décor et d'atterrir directement dans un paradis fiscal sans passer par la case défaut de paiement.

Et le public ? Vous ? Vous êtes les spectateurs de ce stream Twitch de l'enfer. Vous regardez le compteur grimper avec une fascination morbide. Au début, à 1 000 milliards, on s'inquiétait. On faisait des débats sur \*CNews\* avec des experts en cravate qui nous expliquaient que c'était « soutenable ». À 2 000 milliards, on a commencé à rire nerveusement, comme quand on se rend compte qu'on a oublié d'éteindre le gaz mais qu'on est déjà à 500 kilomètres de la maison. À 3 000 milliards, on est entré dans la phase de l'acceptation mystique. Le chiffre est devenu abstrait. C'est devenu une performance artistique. On ne compte plus en euros, on compte en « unités de honte ».

Mais le vrai drame du jeu vidéo de la dette française, c'est l'absence du bouton « Play Again ».

Dans \*Mario\*, quand vous tombez dans un trou, vous perdez une vie, la musique fait un petit bruit triste, et vous recommencez au début du niveau avec une nouvelle chance de ne pas être un idiot. Dans l'économie réelle, quand le score de 3 000 milliards atteint la limite critique de la patience des marchés — le moment où les prêteurs se disent que, tout compte fait, prêter à la France est plus risqué que de parier sur un combat de coqs clandestin en Albanie — il n'y a pas de nouvelle partie.

Le « Game Over » de la dette, ce n'est pas un écran noir avec un décompte de 10 secondes. C'est un écran où la lumière s'éteint parce qu'on n'a plus de quoi payer la facture d'électricité de la nation. C'est le moment où le distributeur de billets vous rit au nez en vous demandant si vous avez une montre de luxe à troquer contre un ticket de métro. C'est le moment où le « joueur » (le ministre de l'Économie en titre, probablement un type qui a fait l'ENA mais qui n'arrive pas à calculer un pourboire sans un tableur Excel) retire son casque de réalité virtuelle, regarde la salle vide et se rend compte qu'il a cramé la console, la télévision, le canapé et la maison tout entière pour essayer de battre le record du monde de découvert bancaire.

Et le pire, c'est qu'on nous demande d'applaudir la performance. On nous explique

que ce record est le signe de notre générosité, de notre modèle social unique au monde que « l'univers entier nous envie » (spoiler : l'univers entier nous regarde surtout comme on regarde un type qui essaie d'éteindre un incendie avec un lance-flammes). On nous dit que ces 3 000 milliards, c'est de « l'investissement ».

L'investissement ! Quel mot magnifique. On investit dans quoi ? Dans la recherche ? Dans l'industrie ? Non, on investit dans le maintien en vie d'un système qui a la souplesse d'une barre d'uranium gelée. On investit dans le maquillage d'un cadavre pour qu'il ait l'air en forme sur les photos de famille de l'Union Européenne. On a transformé le pays en un immense Ponzi de l'État-providence où les nouveaux emprunts servent à payer les intérêts des vieux emprunts, le tout emballé dans un discours sur la « souveraineté » qui ferait passer une passoire pour un sous-marin nucléaire.

Mesdames et Messieurs, bienvenue dans l'ère du record. Nous sommes les champions du monde. On a tout bouffé. On a mangé les bénéfices de demain, les retraites d'après-demain et les cartables des écoliers de 2040. On a dévoré le futur avec une fourchette en argent massif qu'on a aussi mise au clou.

Et maintenant, on se tient là, devant la machine qui clignote « INSERT COIN ». On fouille dans nos poches. Il ne reste rien. Même pas une petite pièce de deux euros pour relancer une partie. On a la panse pleine, le regard vide, et le score de 3 000 milliards qui nous nargue en rouge sang.

Le prochain niveau ? Il n'y en a pas. On vient de finir le jeu. Et le boss final, ce n'est pas le marché financier, ce n'est pas l'Allemagne, ce n'est pas l'inflation. Le boss final, c'est ce petit miroir au-dessus de la machine d'arcade où on peut enfin voir nos têtes de vainqueurs.

On a tout bouffé, je vous dis. Sauf la honte. Mais rassurez-vous, la honte, c'est comme la dette : au bout d'un certain montant, on finit par ne plus la sentir du tout.

On appelle ça « l'anesthésie nationale ». C'est gratuit, c'est illimité, et c'est le seul truc qu'on n'a pas besoin d'emprunter aux Chinois pour en avoir en stock.

Allez, circulez, il n'y a plus rien à dépenser. Le score est définitif. On est les meilleurs. On est les rois du découvert. Vive la France, et surtout, vive le crédit revolving à l'échelle d'un empire en pantoufles.

**\*\*GAME OVER.\*\*** (Mais genre, pour de vrai.)

# Chapitre 2

## Le 'Quoi qu'il en coûte' ou l'Open Bar tragique

Imaginez la scène. C'est la fin du mariage de votre cousin éloigné, celui qui bosse dans la « communication institutionnelle » et qui porte des mocassins sans chaussettes. Il est trois heures du matin. Les enceintes crachent un Christophe Maé fatigué, les fleurs de table ont la gueule de l'économie grecque en 2010, et la moitié des invités pioncent dans leur assiette de fromage. C'est là que l'Oncle État se lève. Il a la cravate en bandeau, le regard vitreux, mais l'enthousiasme d'un type qui vient de gagner au Loto alors qu'il n'a même pas joué.

Il grimpe sur la table, manque de s'étaler sur le carpaccio de saumon, et hurle : « TOURNÉE GÉNÉRALE ! C'est pour moi ! Tout le monde prend un Gin-To, même ceux qui dorment ! Mettez ça sur l'ardoise du petit dernier, celui qui vient de naître là-bas dans le berceau ! Quoi qu'il en coûte ! »

Le problème, c'est que tout le monde sait que l'Oncle État est à découvert depuis 1974. Sa carte bancaire est une pièce de musée que les terminaux de paiement rejettent avec un petit bruit de mépris électronique. Mais ce soir-là, allez savoir pourquoi, le barman — appelons-le la Banque Centrale Européenne — a décidé de fermer les yeux. Peut-être parce qu'il est aussi bourré que lui, ou peut-être parce qu'il imprime lui-même les billets de Monopoly avec lesquels on paye le loyer de la réalité.

On a vécu ce moment, les amis. On l'a vécu avec une ferveur quasi religieuse. C'était le miracle de la multiplication des pains, mais avec des PGE (Prêts Garantis par l'État) et du chômage partiel transformé en vacances payées par le futur. On nous avait répété pendant trente ans qu'« il n'y a pas d'argent magique ». On nous l'avait

dit avec ce petit ton professoral, vous savez, celui qu'on utilise pour expliquer à un gamin de cinq ans que le Père Noël est une invention de Coca-Cola. Et puis, un mardi soir, entre deux allocutions solennelles et un lavage de mains compulsif au gel hydroalcoolique, la forêt magique a poussé dans le salon. Des arbres à billets, des buissons à subventions, des lianes de crédit illimité.

Le « Quoi qu'il en coûte », c'est l'Open Bar tragique. C'est le moment où la raison a quitté la pièce pour laisser la place à une sorte d'orgie comptable où plus personne ne regardait le compteur. On a payé des gens pour rester chez eux à regarder des tutos pour faire leur propre pain (qu'ils ont raté, d'ailleurs), on a arrosé des entreprises qui n'auraient pas survécu à un rhume de saison, et on a sauvé le secteur de l'événementiel alors qu'il n'y avait plus d'événements. C'était magnifique. C'était comme si on avait décidé, collectivement, que la gravité était une option payante qu'on n'avait plus envie de souscrire.

Vous vous rappelez de Bruno ? Notre poète national des finances ? Il avait ce regard habité, cette prestance de premier communiant qui vient de découvrir que le vin de messe se boit au goulot. Il nous expliquait que la dette n'était plus un problème, que c'était un « investissement dans l'avenir ». C'est une tournure de phrase géniale. C'est exactement ce que je dis à ma banquière quand je claque mon loyer dans une caisse de Pomerol : « Je n'augmente pas mon découvert, Madame, j'investis dans mon bien-être hépatique futur. » Elle ne rigole jamais. Bruno, lui, il faisait rigoler toute la planète.

Le drame de l'Open Bar, ce n'est pas le prix du verre. C'est que le barman finit toujours par rallumer les néons blancs. Vous savez, ce moment atroce où la lumière crue vous montre la gueule de vos voisins de table. Tout d'un coup, on s'est rendu compte que l'Oncle État n'avait pas seulement payé des coups à boire ; il avait racheté le bar, la rue, et les trois prochaines générations de passants, tout ça avec un chèque en bois d'arbre magique.

On a distribué des milliards comme on distribue des flyers pour une pizzeria miteuse à la sortie du métro. 140 milliards par-ci, 200 milliards par-là... Au bout d'un moment, le cerveau humain décroche. Au-delà de neuf zéros, on ne compte plus, on rêve. On est passés de la gestion de « bon père de famille » — ce concept juridique poussiéreux — à la gestion de « gagnant du loto en phase terminale ». On a tout bouffé. Les aides à la rénovation énergétique pour des passoires thermiques qui sont toujours des passoires, mais avec des fenêtres en PVC doré. Les bonus, les chèques énergie, les chèques carburant, les chèques « s'il vous plaît ne brûlez pas les poubelles ». On a inventé le gouvernement par carnet de chèques.

Le plus drôle — enfin, si vous avez un sens de l'humour assez sombre pour apprécier un crash d'avion en slow-motion — c'est la gueule des « experts ». Les mêmes qui nous expliquaient en 2019 qu'un déficit à 3,1 % allait déclencher l'apocalypse nucléaire nous expliquaient en 2021 qu'à 9 %, on était enfin sur la bonne voie. C'est l'avantage de l'anesthésie nationale : quand on augmente la dose de morphine, le patient peut non seulement se faire amputer des deux bras sans broncher, mais il finit par demander si on ne peut pas aussi lui enlever un rein pour voir ce que ça fait.

On a créé une économie de perfusion. Un pays sous assistance respiratoire financière où chaque secteur d'activité attend son « plan de soutien » comme un oisillon attend la becquée. Vous voulez monter une boîte de vente de chaussettes dépareillées en circuit court ? Pas de souci, il y a un guichet pour ça. Vous voulez ne rien foutre mais avoir l'air occupé ? Il y a une subvention. L'État est devenu ce parent toxique qui refuse que son enfant grandisse et lui paye son abonnement Netflix jusqu'à ses 54 ans pour être sûr qu'il ne quitte pas la chambre.

Et pendant qu'on sifflait nos cocktails gratuits, le score rouge sang continuait de grimper sur la machine d'arcade. 3 000 milliards. C'est un chiffre qui ne veut rien dire. Si vous les comptiez un par un, à raison d'un euro par seconde, il vous faudrait 95 000 ans pour arriver au bout. Autant dire que même Néandertal n'aurait pas fini de payer l'addition. Mais l'Oncle État, lui, s'en fout. Il est déjà en train de commander

une autre tournée. Il appelle ça le « Plan d'Investissement France 2030 ». C'est mignon. C'est comme si un type qui vient de couler son yacht vous proposait d'acheter une flotte de sous-marins en carton.

La tragédie de l'Open Bar, c'est qu'on a fini par croire que c'était la norme. On a développé une intolérance au réel. Dès que le vent tourne, dès que le prix du beurre augmente de trois centimes ou que le marché grince un peu, on se tourne vers l'Oncle et on tape sur la table en gueulant : « Et mon chèque ? ». On est devenus des junkies de la dépense publique, et le dealer en chef est trop content de nous fournir la dose, parce que tant qu'on plane, on ne regarde pas l'état de la baraque.

Pourtant, la banque a fini par appeler. Pas la banque européenne, non, celle-là elle est dans le coup. C'est la banque de la réalité. Elle ne parle pas de taux d'intérêt ou de PIB. Elle parle de ponts qui s'écroulent, d'hôpitaux qui ressemblent à des décors de films post-apocalyptiques et d'écoles où on apprend à compter avec des cailloux parce qu'on n'a plus de budget pour les calechettes. Mais rassurez-vous, on a toujours l'Open Bar. C'est juste que maintenant, on ne sert plus que de l'eau tiède dans des verres ébréchés, mais on continue de nous le facturer comme du champagne millésimé.

Le « Quoi qu'il en coûte », c'était l'ultime buffet à volonté avant la fermeture définitive pour travaux. On s'est empiffrés de dettes comme si c'était de la chantilly. On a la peau du ventre bien tendue, les yeux qui piquent, et on attend que quelqu'un apporte l'addition. Mais l'Oncle État a déjà filé par la porte de derrière en laissant son veston sur la chaise. Il est parti aux Bahamas du déni, et nous, on est là, à regarder le barman qui commence à sortir la batte de baseball.

On a tout bouffé, je vous dis. Jusqu'à la dernière miette de crédit. Et le pire, c'est qu'on a encore faim. On a la panse pleine de vide et la gueule de bois la plus chère de l'histoire de l'humanité. Mais souriez, c'est cadeau. Enfin, « cadeau »... c'est juste que vous ne savez pas encore avec quoi vous allez payer. Petit indice : ce ne sera pas

avec votre carte bleue, elle est déjà bloquée. Préparez vos reins, les enfants, l'Open Bar est terminé, et le videur n'a pas l'air d'avoir envie de discuter poésie avec Bruno.

# Chapitre 3

## Le CERFA : Notre seule industrie encore debout

Regardez-vous dans la glace, sérieusement. Qu'est-ce qu'il nous reste ? On ne fabrique plus de voitures, ou alors elles ont des noms de médicaments pour le cholestérol et tombent en panne dès qu'on dépasse la vitesse d'une trottinette électrique. On ne fabrique plus de téléphones, on ne raffine plus de pétrole, et même pour faire du pain, on importe de la farine qui a fait trois fois le tour du globe dans un porte-conteneurs battant pavillon libérien. On est à poil, les enfants. Le fleuron de notre industrie, c'est le luxe — autrement dit, vendre des sacs à main à 5 000 euros à des gens qui ont réussi leur vie pour consoler ceux qui ont raté la nôtre. Mais derrière les vitrines de l'avenue Montaigne, il y a la vraie usine. La seule. La grande. La cathédrale de papier qui ne connaît jamais la crise : le CERFA.

Le CERFA, c'est notre pétrole à nous. Sauf que le pétrole, ça brûle et ça fait avancer les choses. Le CERFA, lui, ça se stocke dans des chemises cartonnées couleur « gris déprime » et ça fait reculer l'espoir.

Vous avez remarqué cette poésie du matricule ? « CERFA n° 11527\*03 ». On dirait le nom d'une étoile lointaine découverte par la NASA, mais c'est juste le formulaire pour déclarer que votre chien a mordu un facteur qui essayait de vous livrer un autre formulaire. En France, on n'a plus d'argent, mais on a une créativité administrative qui ferait passer les inventeurs de la bombe atomique pour des amateurs de Lego. On a réussi ce miracle alchimique : transformer le vide en dossiers.

Imaginez la scène. Le pays est en faillite, les caisses sont tellement vides qu'on y entend l'écho des promesses de Bruno Le Maire qui ricochent contre les parois, mais quelque part, dans un sous-sol de la rue de Bercy, il y a un type en chemisette qui

vient de valider la nouvelle version du formulaire de demande d'exonération de la taxe sur les abris de jardin. C'est magnifique. C'est notre résistance à nous. Le monde s'écroule, mais le tampon, lui, est bien encre.

Le génie français, c'est d'avoir compris que si on ne peut plus produire de richesses, on peut au moins produire de la procédure. C'est le mouvement perpétuel : il faut un formulaire pour obtenir l'autorisation de remplir le formulaire qui vous permettra de savoir si vous êtes éligible à une aide dont le budget a été supprimé il y a trois mois par un décret dont on attend encore la parution au Journal Officiel. C'est du Escher, mais avec des fonctionnaires à lunettes.

Et attention, on ne parle pas de paperasse banale. On parle d'un art total. Le CERFA, c'est la seule littérature que l'État nous force à lire et à écrire en même temps. C'est une expérience immersive. On vous demande votre nom, votre prénom, votre date de naissance — jusque-là, on gère — et soudain, à la case 14-B, on vous demande la « référence cadastrale de la parcelle adjacente à votre zone de résidence en cas de crue décennale ». Là, vous sentez votre cerveau qui fait un bruit de vieux modem 56k. Vous réalisez que vous n'êtes pas un citoyen, vous êtes une ligne de statistiques en attente de validation.

Le plus beau, c'est la « simplification ». Vous connaissez ce mot ? En politique française, « simplifier » signifie « rajouter une étape numérique pour que vous puissiez faire l'erreur vous-même sans l'aide d'un humain ». On a créé « France Connect ». C'est formidable. C'est une porte d'entrée magnifique, avec un design épuré, qui mène directement à un couloir sombre où l'on vous demande de scanner votre fiche d'imposition de 1998 en format PDF de moins de 2 Mo, mais avec une résolution de 600 DPI. C'est le Hunger Games de la bureautique. Si vous échouez, vous perdez vos droits. Si vous réussissez, on vous envoie un mail pour vous dire que votre dossier sera traité sous six mois, « sous réserve de réception des pièces manquantes ». Quelles pièces ? Celles qu'on ne vous a pas demandées, bien sûr. C'est le principe de la surprise.

On a plus de pétrole, mais on a des formulaires en trois exemplaires pour expliquer pourquoi on n'a plus d'argent pour imprimer les formulaires. C'est ça, la vraie décroissance. On va finir par imprimer les CERFA sur du papier toilette recyclé, ce qui sera au moins une forme de cohérence poétique : on pourra l'utiliser avant et après avoir chié sur nos rêves de liberté entrepreneuriale.

Parce que le CERFA n'est pas qu'un papier, c'est une arme de destruction massive de l'enthousiasme. Vous voulez monter une boîte ? CERFA. Vous voulez adopter un gosse ? CERFA. Vous voulez mourir dignement ? Il y a sûrement un CERFA pour le don d'organes, mais attention à bien cocher la case « cœur » sinon ils vont vous prélever les amygdales et les envoyer à la Direction Générale des Finances Publiques pour expertise.

On est les champions du monde de la conformité dans le chaos. Le pays brûle, mais la haie du voisin dépasse de 12 centimètres la norme fixée par l'arrêté préfectoral du 14 messidor an II, et ça, mes amis, c'est inacceptable. On a une administration qui traite chaque citoyen comme un fraudeur potentiel et chaque formulaire comme une confession religieuse.

Et le personnel ! Parlons-en. Ces gardiens du temple. Le fonctionnaire derrière son guichet en plexiglas — ce bouclier thermique contre la réalité — qui vous regarde avec la compassion d'un crocodile devant une antilope boiteuse.

— « Monsieur, il manque le formulaire 2042-C. »

— « Mais j'ai le 2042-B ! »

— « Le B, c'est pour les revenus fonciers. Vous, vous avez une pergola. La pergola, c'est le C. Revenez quand vous aurez appris à vivre. »

C'est une industrie, je vous dis. On exporte notre modèle. Enfin, on essaie. Le problème, c'est que les autres pays sont trop bêtes pour comprendre la beauté d'une bureaucratie qui s'auto-alimente. Les Allemands, ils remplissent les papiers et ça

marche. Où est le plaisir ? Où est le frisson de l'incertitude ? Où est la jouissance de savoir que, même si vous faites tout bien, un obscur gratte-papier à Limoges peut annuler votre existence d'un simple clic parce qu'il a mal digéré son sandwich jambon-beurre ?

On a tout bouffé, on n'a plus un rond, mais on a cette fierté : on est le seul pays au monde où, pour demander une aide à la pauvreté, il faut remplir un dossier qui coûte plus cher en encre et en papier que le montant de l'aide elle-même. C'est de l'art conceptuel. C'est du Duchamp. Le CERFA est notre urinoir, et on est tous en train d'essayer de pisser dedans sans s'en mettre sur les pompes.

Alors, souriez. Quand le barman sortira sa batte de baseball, comme je vous le disais tout à l'heure, ne paniquez pas. Sortez simplement le CERFA n° 007-A : « Demande d'autorisation préalable de se faire péter la gueule dans un établissement recevant du public ». En trois exemplaires. Signé, tamponné.

Il ne pourra rien faire. Il devra d'abord envoyer le double à la préfecture. Et d'ici qu'ils répondent, on sera déjà tous morts de faim, mais dans le strict respect des procédures en vigueur. Et ça, les enfants, c'est la classe à la française. On n'a plus de pain, mais on a encore le tampon. Tremble, monde libre, la France arrive avec son porte-mines et sa logique circulaire. On ne produit peut-être plus rien, mais personne ne sait mieux que nous documenter notre propre chute avec une police d'écriture Arial 10 et des marges de 2 centimètres.

# Chapitre 4

## Impôts : On est les champions (et y'a pas de trophée)

Regardez votre fiche de paie. Allez-y, ne détournez pas les yeux. Ce n'est pas un document comptable, c'est une autopsie réalisée en temps réel sur un corps encore tiède. C'est le seul parchemin au monde où, à la fin, le « Net à payer » ressemble à un pourboire laissé par un touriste radin après un repas de famille pour douze personnes. En France, on n'a pas de pétrole, on n'a plus d'idées, mais on a un génie créatif inégalé pour inventer des prélèvements qui défient les lois de la physique et de la logique élémentaire. On est les champions du monde, messieurs-dames. On a la coupe, on a le maillot à deux étoiles, et on a surtout la ponction à 45,4 % du PIB.

Le fisc français, c'est Nolan qui réalise *\*Inception\**. C'est de la taxe dans la taxe, dans la taxe. On est le seul pays au monde capable de vous faire payer la TVA — une taxe sur la consommation — sur la TICPE, qui est elle-même une taxe sur les produits énergétiques. Vous avez compris ? On taxe la taxe. C'est du génie pur. C'est comme si, au restaurant, on vous facturait un supplément pour avoir le droit de lire le montant de l'addition. Et on paye. On paye avec cette espèce de résignation christique, ce masochisme républicain qui nous fait dire : « Oui, mais on a des hôpitaux. » Certes. On a des hôpitaux où il faut ramener son propre oreiller et attendre huit heures aux urgences avec une hache plantée dans le crâne pour s'entendre dire par un interne en burn-out qu'il n'y a plus de Doliprane, mais attention, l'infrastructure est gratuite ! Enfin, « gratuite » après que l'État vous a fait les poches, la ceinture, et a vérifié si vous n'aviez pas une pièce de deux euros cachée dans vos molaires.

Entrons dans le vif du sujet : l'impôt sur l'argent qu'on vous a déjà taxé. C'est la CSG, la CRDS, ces acronymes qui sonnent comme des MST et qui grattent tout

autant. On vous prend de l'argent sur votre salaire pour financer la protection sociale. Normal. Mais ensuite, on vous impose sur le revenu... en incluant une partie de cet argent que vous n'avez jamais vu passer puisqu'il a été prélevé à la source ! On appelle ça la « CSG non déductible ». Dans n'importe quel autre pays, ça s'appelle un braquage avec préméditation. En France, ça s'appelle la « solidarité nationale ». C'est comme si votre ex vous demandait de payer une taxe sur la pension alimentaire que vous lui versez déjà, juste pour couvrir les frais de dossier de son mépris.

Et que dire de cette taxe sublime, cette œuvre d'art métaphysique qu'est l'impôt sur le simple fait d'exister ? On a inventé la taxe d'habitation — bon, ils l'ont enlevée pour la plupart, mais rassurez-vous, ils ont multiplié la taxe foncière par le prix au kilo du safran pour compenser. Si vous êtes propriétaire, vous payez le droit de posséder un truc que vous avez déjà acheté avec de l'argent taxé à 60 %. En gros, vous louez votre propre maison à l'État. Si vous ne payez pas, le propriétaire légitime (le mec avec l'écharpe tricolore et le tampon encreur) vient vous expliquer que votre titre de propriété est un concept très relatif, un peu comme la liberté d'expression dans une dictature nord-coréenne.

C'est là que le côté « HAHA » intervient. On est dans un pays où, si tu gagnes de l'argent, on te taxe. Si tu le dépenses, on te taxe. Si tu l'épargnes, on te taxe (parce que l'inflation ne suffit pas à grignoter tes économies, il faut que le fisc vienne donner un coup de dent supplémentaire). Si tu joues au loto pour t'en sortir, l'État prend 50 % de la mise avant même que la première boule ne tombe. Et si, par un miracle statistique, tu gagnes le gros lot, on t'explique que c'est merveilleux, mais que la transmission de ce capital à tes enfants sera taxée à un niveau tel qu'ils devront vendre un rein et la moitié de la maison pour payer les droits de succession. En France, même la mort n'est pas une niche fiscale. Le dernier costume qu'on te met, le fisc vérifie s'il est en soie pour savoir s'il peut taxer la plus-value esthétique de ton cadavre.

Nous sommes les seuls à avoir érigé la bureaucratie fiscale au rang de religion d'État.

Ailleurs, les gens font leur déclaration avec une pointe de stress. Chez nous, c'est un rituel occulte. On attend le mois de mai comme les Mayas attendaient l'éclipse : avec la certitude que quelqu'un va finir sacrifié sur l'autel du formulaire 2042. Et ne me parlez pas du « prélèvement à la source ». C'est la plus grande entourloupe de l'histoire. Ils ont réussi à nous faire croire que c'était une simplification, alors que c'est juste un moyen de nous anesthésier. Avant, on sentait passer la lame une fois par an. On hurlait un bon coup en septembre, on bouffait des pâtes pendant un mois, et c'était fini. Maintenant, on est sous perfusion de morphine fiscale. On nous vide de notre sang goutte à goutte, tous les mois, de façon si indolore qu'on finit par oublier qu'on est en train de devenir livides.

Et le pire, le chef-d'œuvre absolu, c'est la justification morale. Si tu râles, tu es un mauvais citoyen. Tu es un égoïste qui ne veut pas payer pour les écoles (qui s'écroulent), pour les routes (remplies de nids-de-poule) ou pour la culture (qui consiste à financer des films où trois personnes fument des cigarettes en regardant la pluie tomber pendant deux heures). En France, l'impôt n'est pas une contribution, c'est un droit d'entrée dans une boîte de nuit sélect où le videur te pique ton portefeuille à l'entrée, te sert de l'eau tiède, et te demande de le remercier parce que « l'ambiance est républicaine ».

On est dans une logique circulaire parfaite. L'État crée une taxe pour financer un comité chargé de réfléchir à la simplification d'une taxe précédente qui avait été créée pour compenser le déficit d'une niche fiscale accordée à ceux qui payaient trop de taxes. C'est le ruban de Möbius du racket. On produit de la norme, on produit de la cerfa, on produit de la ponction. On ne fabrique plus de voitures, on ne fabrique plus de médicaments, mais on fabrique des lignes de code de droit fiscal qui sont tellement complexes qu'elles pourraient faire bugger l'ordinateur de bord d'\*Interstellar\*.

Regardez le barman dont je vous parlais dans le chapitre précédent. Il n'a plus besoin de sa batte de baseball. Il a compris. Maintenant, il vous demande simplement votre numéro fiscal. Il sait que c'est là que réside votre véritable identité. Vous n'êtes plus

un nom, vous n'êtes plus un visage, vous êtes un potentiel de prélèvement. Vous êtes une variable d'ajustement dans le budget de Bercy. Et quand vous sortez votre CERFA n° 007-A pour vous faire péter la gueule, il sourit. Parce qu'il sait qu'il y a une taxe sur le papier, une taxe sur l'encre, et une redevance sur le tampon.

On est les champions, les amis. On a tout bouffé, on a tout taxé, et il ne nous reste que la satisfaction de savoir qu'on est les plus documentés du cimetière. Quand les archéologues du futur fouilleront les ruines de notre civilisation, ils ne trouveront pas d'or, pas de bijoux, pas de grandes œuvres d'art technologiques. Ils trouveront des montagnes de formulaires de déclaration d'impôts sur la fortune immobilière, remplis avec une application maniaque, alors que le pays n'avait plus les moyens de se payer des ampoules pour éclairer les mairies.

Et ce jour-là, même les archéologues devront payer une taxe de fouille. En trois exemplaires. Signée, tamponnée. Bienvenue en France, le pays où l'on taxe même le droit de s'apercevoir qu'on n'a plus un rond. Tremble, monde libre, on arrive avec une nouvelle taxe sur le vent, et on va vous l'expliquer avec un PowerPoint en Arial 10. Ça va être magnifique. Ça va être douloureux. Ça va être français.

# Chapitre 5

## La Retraite à 104 ans : Un concept d'avenir

Approche, petit scarabée de l'auto-entrepreneuriat. Viens voir tonton. Pose ce smartphone, enlève tes écouteurs et regarde-moi dans les yeux. Je sais ce que tu penses. Tu as vingt ans, tu as l'énergie d'un réacteur nucléaire sous Red Bull, et tu te dis qu'un jour, lointain, quelque part entre la colonisation de Mars et l'extinction des ours polaires, tu auras droit à une « retraite ».

C'est mignon. C'est vraiment adorable. C'est le genre de candeur qui me donne envie de te border le soir en te racontant l'histoire de la fée Clochette et du Grand Soir. Mais la vérité, mon petit gars, c'est que ta retraite n'est pas un concept financier. C'est un concept mythologique. C'est l'Atlantide. C'est le Graal. On en parle beaucoup dans les manuels d'histoire-géo, mais personne n'a jamais revu la couleur du coffre.

Tiens, tu vois ce prélèvement, là, sur ta fiche de paie ? La ligne « Vieillesse ». Tu penses que cet argent part dans un coffre-fort à la Banque de France, dans une petite boîte avec ton nom écrit dessus au feutre indélébile ? Tu imagines un fonctionnaire en blouse grise qui dépose amoureusement tes euros dans un livret A géant en attendant que tu aies les cheveux blancs ?

Ouvre tes chakras : ton argent est déjà parti. Il a été transmuté. Il a subi une métamorphose alchimique que même Nicolas Flamel n'aurait pas osé imaginer. Au moment même où ton employeur clique sur « envoyer », tes cotisations se transforment instantanément en goudron et en béton armé.

Ta future pension de 2068, mon ami, elle est actuellement située au PK 42 d'une

route départementale en Lozère. Elle a la forme d'un magnifique rond-point de 14 mètres de diamètre, orné d'une sculpture contemporaine représentant une brebis stylisée en acier galvanisé qui a coûté le prix d'un Airbus A320. C'est là qu'elle dort, ta thune. Les gens tournent dessus toute la journée. Ils roulent sur tes vieux jours. Ils font des appels de phares sur tes espoirs de croisière en Méditerranée. Ta retraite, c'est un aménagement urbain pour faciliter le passage des tracteurs et des camping-cars hollandais.

Et ce n'est pas tout. Si tu cherches le reste de ton capital, il se trouve sur la façade de la mairie de Saint-Oubli-sur-Néant. Un village de trente habitants, dont vingt-huit sont des chèvres et deux sont des adjoints au maire qui ne se parlent plus depuis 1974. Grâce à tes efforts, à tes nuits blanches sur Excel et à tes réunions Zoom de l'enfer, la mairie a pu s'offrir un ravalement de façade en pierre de taille avec des moulures néo-classiques et un éclairage LED nocturne qui change de couleur selon les phases de la lune. C'est magnifique. C'est propre. C'est totalement inutile. Mais c'est chez toi. Enfin, c'est ton fric.

Bienvenue dans la gestion à la française : on prend l'argent de ceux qui n'ont pas encore de barbe pour payer le vernis des volets de ceux qui n'ont plus de dents.

Alors, forcément, quand on arrive au bout du système et qu'on se rend compte qu'on a mangé tout le blé, même celui qu'on n'avait pas encore semé, il faut trouver une solution. Et la solution, c'est la Retraite à 104 ans. C'est le chiffre magique. C'est l'âge de la sagesse. C'est surtout l'âge où, statistiquement, tu as plus de chances d'être recyclé en compost qu'en client chez Senior Voyages.

Le gouvernement va te le vendre avec un PowerPoint magnifique, intitulé « Le Projet Centenaire : Travailler pour l'Éternité (et au-delà) ». Ils vont t'expliquer que 104 ans, c'est le nouvel optimisme. Grâce aux progrès de la médecine, à la farine d'insectes et au fait qu'on va t'implanter une puce Wi-Fi directement dans le cervelet pour que tu puisses répondre à tes mails pendant ton sommeil, tu seras encore parfaitement

productif.

Imagine la gueule de ton open-space en 2108.

Tu seras là, assis sur ton siège ergonomique anti-escarres. Ton déambulateur sera garé à côté de l'imprimante 3D. Ton chief happiness manager — qui sera un hologramme parce que les humains coûtent trop cher — viendra te voir pour te demander si tu as fini le rapport sur la rentabilité des centrales à fusion.

— « Dis-moi, Jean-Eudes, tu as l'air un peu pâle. C'est ton pacemaker qui fait des siennes ou c'est le stress de la deadline ? »

— « Gneee... » répondras-tu avec la force de tes trois derniers neurones valides.

— « Super ! On adore cet enthousiasme ! Allez, encore quarante-deux ans de cotisations et tu pourras enfin t'acheter ce dentier en titane dont tu rêves tant. »

C'est ça, le concept d'avenir. La retraite à 104 ans, c'est l'abolition de la mort par la bureaucratie. L'État a calculé que si on décale l'âge de départ au-delà de l'espérance de vie moyenne, le problème du déficit est réglé. C'est brillant ! C'est mathématique ! Si tu meurs au bureau à 98 ans, tu ne coûtes rien en pension, et en plus, on peut taxer tes héritiers sur ton bureau et ta chaise de bureau. C'est un cycle vertueux.

L'économie circulaire, la vraie.

On va te créer des statuts spéciaux. Tu ne seras plus un « senior », tu seras un « Actif Patrimonial ». Tu feras partie du décor, comme les boiseries de la mairie de Lozère. On t'expliquera que prendre sa retraite à 60 ans, c'était un truc de barbare, une habitude de Boomer préhistorique qui aimait polluer en caravane. Toi, tu es la génération « résiliente ». Celle qui travaille jusqu'à ce que ses os tombent en poussière sur le tapis de souris.

Et le plus beau dans tout ça ? C'est que tu vas remercier. On va te matrixer avec des slogans du genre : « 104 ans : L'âge où l'expérience devient éternelle ». On va t'organiser des séminaires de « Team Building » dans des EHPAD d'entreprise où on fera des courses de fauteuils roulants pour stimuler la compétitivité.

Tu te rends compte de la chance que tu as ? Tu es le carburant d'une machine qui ne s'arrête jamais. Tes cotisations servent à maintenir en vie des structures administratives dont la seule fonction est de vérifier que tu cotises bien. C'est un serpent qui se mord la queue, mais avec un tampon officiel au milieu.

On a construit un pays où le moindre centime que tu génères est immédiatement aspiré par un aspirateur géant pour être recraché sous forme de subvention pour le festival de la flûte de pan en Ariège ou pour l'installation de la fibre optique dans un monastère de trappistes qui ont fait vœu de silence et de déconnexion.

Et quand tu auras 103 ans, la veille de ton départ officiel, le ministre de l'Économie de l'époque — qui sera probablement un IA entraînée sur les discours de Bruno Le Maire — viendra t'expliquer que, compte tenu de la conjoncture et du fait qu'on doit financer la construction d'un dôme climatique au-dessus de la Creuse, il va falloir faire un petit effort supplémentaire. Juste un petit geste. Un petit rallongement.

« Allez, Jean-Eudes, 112 ans, c'est rien. C'est psychologique. Regarde Jeanne Calment, elle a bien tenu, elle. Pourquoi pas toi ? Tu n'aimes pas ton pays ? Tu ne veux pas que la mairie de Saint-Oubli-sur-Néant puisse s'offrir un jet d'eau musical sur la place du village ? »

Alors tu ramera. Tu ramera jusqu'à ce que tes mains ressemblent à des racines de gingembre oubliées au fond d'un frigo. Tu ramera pour payer le ravalement de façade d'un monde qui s'écroule, mais qui veut rester présentable pour les archéologues.

Et le jour où tu rendras enfin ton dernier souffle, devant ton écran, entre deux notifications Slack, n'espère pas une minute de silence. Le fisc sera déjà là, dans la pièce, avec un terminal de paiement sans contact. Ils taxeront ton cercueil, ils taxeront les fleurs, et ils te demanderont une redevance pour l'occupation du domaine public

au cimetière.

Parce qu'en France, mon petit gars, on ne meurt pas. On se retire de la vie active pour entrer dans la vie passive taxable.

Allez, retourne bosser. Le rond-point en Lozère a besoin d'un nouveau coup de peinture, et c'est pas les vieux de 90 ans qui vont le payer. Ah si, pardon. C'est eux aussi. C'est tout le monde. C'est la beauté du système : on est tous les esclaves du même pot de peinture.

Souris, l'avenir est radieux. Il est juste un peu long. Environ 84 ans de plus que prévu. Mais avec une bonne mutuelle et un abonnement à des podcasts de développement personnel sur comment « optimiser son agonie au travail », ça va passer comme une lettre à la poste.

Enfin, une lettre à la poste française. Donc ça va prendre du temps, ça va coûter cher, et ça risque d'arriver au mauvais endroit. Mais c'est ça, la magie du territoire.

# Chapitre 6

## Le mille-feuille administratif : Trop de crème, plus de gâteau

Regardez bien votre assiette. Ce que vous avez sous les yeux, ce n'est pas un dessert, c'est le plan d'urbanisme de la France. Le mille-feuille administratif. À la base, l'idée était noble : une pâte feuilletée légère, quelques couches de crème, et un glaçage pour faire joli. Mais en France, on a eu la main lourde sur la poche à douille. On a empilé tellement de couches de crème grasse, rance et coûteuse que la pâte a fini par s'effondrer sous le poids de son propre génie bureaucratique. Aujourd'hui, il ne reste plus de gâteau. Il ne reste qu'une masse informe de cholestérol étatique que tu paies tous les mois en serrant les dents.

Prenons un exemple concret. Imaginons que dans ton village de 400 habitants, le banc public de la place de l'Église – celui où s'assoient les vieux pour critiquer la jeunesse et où les jeunes s'assoient pour ignorer les vieux – a rendu l'âme. Une latte est cassée. C'est un drame national à l'échelle du quartier. Dans un pays normal, on appellerait ça « un problème ». En France, on appelle ça « un levier de concertation territoriale multi-niveaux ».

Pour changer ce banc, ou même simplement décider s'il doit être peint en « Vert Forêt » ou en « Gris Anthracite Tendence Déprime », tu ne vas pas voir un menuisier. Non, ce serait trop simple, presque vulgaire. Tu entres dans la quatrième dimension.

D'abord, il y a le Maire. Jean-Pierre. Jean-Pierre veut du vert, parce que c'est la tradition et que sa grand-mère a été embrassée pour la première fois sur un banc vert en 1948. Le Maire, c'est la base de la pyramide, celui qui est encore à portée de gifle. Mais Jean-Pierre n'a plus de budget. Le budget de la commune a été aspiré par la mise aux normes de la rampe handicapée de la mairie, qui a coûté le prix d'un lanceur

SpaceX parce qu'il fallait des pierres de taille certifiées par les Architectes des Bâtiments de France.

Alors Jean-Pierre appelle l'Agglo. La Communauté de Communes. Ou la Communauté Urbaine. Ou la Métropole. Personne ne sait vraiment la différence, mais le logo est toujours un truc abstrait qui ressemble à un spaghetti qui fait un AVC. Là, tu tombes sur le Vice-Président en charge du Mobilier Urbain et de la Cohésion Sociale des Espaces de Repos. Lui, il s'en fout du vert de Jean-Pierre. Lui, il veut du « Gris Anthracite » pour faire « métropole européenne ». Il lance une « étude de faisabilité » qui coûte déjà trois fois le prix du banc. On engage un cabinet de conseil parisien – des types qui portent des cols roulés en juillet – pour analyser l'impact sociologique de la couleur du banc sur le sentiment d'appartenance des administrés.

Mais attention ! Le banc est situé sur une route départementale. Et là, c'est le boss de fin de niveau qui arrive : le Conseil Départemental. Eux, ils gèrent les routes, les collèges et les personnes âgées. Le Département estime que le banc est une « infrastructure de sécurité routière passive ». Ils exigent que le banc soit réfléchissant et situé à exactement 4,12 mètres du caniveau pour éviter qu'un hérisson dépressif ne se cogne dedans. Le Département veut que le banc soit jaune fluo. Pour la sécurité.

On en est à trois couches de crème, et on n'a toujours pas de bois, ni de peinture.

C'est là que le Conseil Régional entre dans la danse. La Région, c'est l'étage du dessus, là où on parle de « Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires » (SRADDET). Si tu arrives à prononcer l'acronyme sans t'étouffer, on te donne une subvention. La Région, elle, s'en tape de la couleur. Elle veut que le banc soit « éco-responsable », fabriqué en bois de cagettes recyclées par des anciens intermittents du spectacle en reconversion, et surtout, surtout, qu'il y ait un énorme logo de la Région collé dessus, plus gros que l'assise elle-même. Pour que tu n'oublies pas, quand tu poses tes fesses, qui est le suzerain qui a permis ce miracle technologique.

Récapitulons : pour un banc à 200 balles chez Leroy Merlin, on a mobilisé quatre assemblées délibérantes, trois commissions de sécurité, deux bureaux d'études et environ quarante-deux fonctionnaires de catégorie A qui passent leur vie en visioconférence à discuter de la « transversalité du projet ».

Coût total de l'opération : 18 500 euros.

Délai : 24 mois.

Résultat : Le banc n'a finalement pas été installé parce qu'entre-temps, une directive européenne sur la protection des mousses de surface a rendu le vernis illégal.

On vit dans un pays où il y a plus de gens qui décident de la couleur du seau que de gens qui portent le seau. On a créé une caste de seigneurs de la paperasse, des ducs du formulaire Cerfa, des marquis de l'intercommunalité. Chaque strate administrative a ses propres locaux de luxe, son propre parc automobile, sa propre direction de la communication (pour t'expliquer à quel point ils sont indispensables) et, bien sûr, son propre service de ressources humaines pour gérer les gens qui gèrent les gens.

C'est le miracle français : on a réussi à transformer la gestion d'un territoire de la taille d'un timbre-poste en une machine de Rube Goldberg où chaque pièce qui bouge coûte 100 balles d'argent public.

On vous dit que c'est la « proximité ». La proximité ! Laisse-moi rire. La seule chose qui est proche de toi, c'est la main de l'État dans ta poche arrière. On a rajouté des couches pour « simplifier ». C'est comme si, pour alléger un sac à dos, tu décidais de rajouter des briques à l'intérieur en disant : « C'est pour stabiliser la charge ».

Et le pire, c'est qu'ils se détestent tous. Le Maire déteste le Président de l'Agglo (qui est souvent son rival aux prochaines élections). Le Département déteste la Région parce qu'il a peur d'être supprimé tous les deux ans depuis 1982. Et tout ce beau monde passe son temps à se renvoyer la balle.

« Ah monsieur, pour le nid-de-poule devant votre garage, je ne peux rien faire. La route est départementale, mais le trottoir est communal, et l'évacuation des eaux pluviales dépend de la métropole. Par contre, si vous voulez, on a une brochure sur le nouveau festival de danse contemporaine financé par la Région. C'est sur le thème du vide. »

Le thème du vide. Quelle ironie. Ils auraient pu l'appeler « Rapport d'activité annuel ».

Le drame du mille-feuille, c'est que la crème a fini par bouffer le biscuit. Aujourd'hui, on ne paie plus des services publics, on paie le fonctionnement du système qui est censé délivrer le service public, mais qui n'a plus assez d'argent pour le faire parce qu'il a tout dépensé en frais de fonctionnement. C'est l'administration-Ouroboros : le serpent qui se bouffe la queue, mais qui demande une note de frais pour la digestion.

On a 35 000 communes. Plus que tout le reste de l'Europe réuni. On a des Pays, des PETR (Pôles d'Équilibre Territorial et Rural), des SIVU, des SIVOM... On dirait une liste de médicaments pour soigner une MST carabinée. Et chaque fois qu'un politicien arrive avec une réforme pour « simplifier le mille-feuille », que fait-il ? Il crée une nouvelle strate pour coordonner les strates existantes. C'est génial. C'est comme essayer d'éteindre un incendie avec un lance-flammes.

Pendant ce temps, toi, le contribuable, tu regardes ton vieux banc cassé. Tu te dis que tu pourrais prendre une planche, trois clous et le réparer toi-même en dix minutes. Mais n'y pense même pas, malheureux ! Tu n'as pas l'habilitation « Travail en hauteur sur mobilier urbain ». Tu n'as pas rempli le formulaire de déclaration préalable d'occupation du domaine public. Et surtout, tu n'as pas consulté le Comité Théodule sur l'esthétique rurale.

Alors tu restes debout. Tu attends. Tu paies ta taxe foncière, ta taxe d'habitation (ah non, elle est « supprimée », mais bizarrement tes autres impôts ont grimpé comme s'ils avaient pris de la créatine), et tu admires le paysage. C'est beau, la France. On

n'a plus d'industrie, plus d'énergie pas chère, plus d'école de niveau mondial, mais qu'est-ce qu'on a comme secrétaires généraux adjoints ! On est les champions du monde de la réunionite. On pourrait exporter notre savoir-faire en création de comités inutiles, on rembourserait la dette en quinze jours.

Mais non. On préfère rester entre nous, à empiler la crème. Jusqu'à ce que le gâteau disparaisse totalement. Et quand il ne restera plus rien, quand le dernier banc se sera effondré de vieillesse en attendant le tampon du sous-préfet, on créera une dernière commission.

Le sujet ? « Pourquoi les Français ne s'asseient-ils plus ? »

Et la réponse sera imprimée sur un papier glacé de 200 pages, en trois exemplaires, validée par le Maire, l'Agglo, le Département et la Région.

Coût : le prix d'un hôpital.

Couleur du rapport : Vert Forêt. Ou Gris Anthracite. On n'a pas encore réussi à trancher. On attend le retour du cabinet de conseil.

# Chapitre 7

## L'Hôpital et l'École : Budget de palace, service de camping

Entrez, installez-vous. Enfin, restez debout, parce que la chaise a été réquisitionnée pour caler une armoire à archives au troisième étage de la Direction Départementale des Affaires Absurdes. Bienvenue dans le pays où l'on paie le prix d'un abonnement VIP à vie au Plaza Athénée, mais où, à l'arrivée, on vous jette une couverture qui gratte et on vous dit de partager votre chambrée avec un courant d'air et un rat nommé Rémy.

La France, c'est ce restaurant de luxe où l'addition arrive avant l'entrée, où le menu annonce du homard bleu de Bretagne, mais où le serveur vous apporte une boîte de sardines à l'huile périmée en vous expliquant, avec un sourire de technocrate, que c'est « pour le bien de la transition protéinée ».

Parlons-en, de l'Hôpital. Le fameux « meilleur système de santé au monde ». C'est écrit dans les brochures de 1994, donc ça doit être vrai. Le budget ? Colossal. Une montagne de pognon si haute qu'on pourrait construire une réplique de la pyramide de Khéops en billets de 50 euros. Et pourtant, si vous avez le malheur d'avoir une conjonctivite un mardi après-midi, le parcours de soins ressemble étrangement au niveau final de \*Squid Game\*.

Si vous voulez un rendez-vous chez l'ophtalmo avant la prochaine éclipse totale de soleil, mon conseil est simple : n'attendez pas. Apprenez le braille. Dès maintenant. C'est plus rapide, c'est plus sûr, et au moins, vous pourrez lire les étiquettes de vos médicaments sans avoir besoin de plisser les yeux sur l'ordonnance que le médecin vous a griffonnée entre deux burn-outs. Parce que le temps d'obtenir un créneau pour tester votre vue, votre cataracte aura eu le temps de passer son bac, de faire une école

de commerce et de s'installer en colocation dans votre œil gauche.

Mais où va le fric ? C'est la question à un milliard. Enfin, à trois cents milliards, pour être précis.

C'est simple : regardez la pyramide. Au sommet, vous avez le patient, qui attend sur un brancard dans un couloir décoré d'une tache d'humidité qui ressemble étrangement à la carte de la Creuse. Juste au-dessus, vous avez l'infirmière, qui court tellement vite qu'elle pourrait gagner le 100 mètres aux JO en portant deux bassines et un dossier de sécu. Et au-dessus ? C'est là que le miracle français opère.

Au-dessus, vous avez une armée de stratèges. Des directeurs de la stratégie, des sous-directeurs de la qualité de vie au travail (qui travaillent dans des bureaux climatisés pendant que les urgences surchauffent), des coordonnateurs de pôles, des consultants en « optimisation du flux patient ». On a plus de cadres administratifs dans un CHU de province que de médecins de garde dans tout le Massif Central. On a créé des « Agences Régionales de Santé », des machins dont le seul but semble être de vérifier si les gommettes sur les dossiers sont bien alignées selon la norme NF-X-Nawak.

Si l'on gérait un camping comme on gère l'hôpital public, on aurait un concierge en smoking, trois directeurs de la communication, un cabinet de conseil pour choisir la couleur des piquets de tente, mais pas de sardines pour monter la toile et la piscine serait remplie de gravats parce que « le budget eau a été réalloué à la création d'un séminaire sur l'inclusion des moustiques ».

Et puis, il y a l'École. Le sanctuaire. Les « Hussards Noirs de la République ». Aujourd'hui, les hussards ont surtout l'air d'avoir été passés à la machine à 90 degrés sans essorage. On dépense par élève plus que la plupart de nos voisins, mais on réussit l'exploit de dégringoler dans le classement PISA avec l'élégance d'un piano jeté du dixième étage.

L'Éducation Nationale, c'est le premier employeur d'Europe. C'est un mammoth si gros qu'il a sa propre force de gravité. Quand il pète, ça crée des courants d'air à Strasbourg. On a des recteurs, des inspecteurs, des conseillers pédagogiques qui n'ont pas vu un élève depuis l'invention du Minitel, mais qui passent leur vie à pondre des rapports sur « l'horizontalité de l'apprentissage en milieu ludique ».

Pendant ce temps, dans la vraie vie, le petit Kevin, en CM2, pense que le participe passé est une marque de baskets et que l'histoire de France a commencé avec l'invention de TikTok. On lui apprend la bienveillance, le vivre-ensemble, l'éco-citoyenneté et la déconstruction des stéréotypes de genre avant même qu'il sache aligner trois mots sans faire six fautes d'orthographe. On ne forme plus des citoyens, on forme des clients pour les cabinets d'orthophonie.

Le budget est celui d'Oxford, mais les locaux évoquent plutôt une zone industrielle désaffectée dans l'ex-URSS. Les plafonds tombent, les fenêtres ferment mal, et si tu veux du papier toilette, il vaut mieux l'amener de chez toi ou espérer que le manuel d'histoire-géo soit imprimé sur du papier assez souple. C'est la grande magie bureaucratique : plus on injecte de milliards, moins il y a de profs devant les élèves. C'est de l'homéopathie financière. On dilue tellement l'argent dans les couches administratives qu'à la fin, il ne reste plus que l'odeur du pognon, mais aucune trace de son efficacité.

On nous explique que c'est « complexe ». Que « la réforme prend du temps ». On adore ce mot, en France : « Réforme ». C'est le cache-sexe de l'immobilisme. On réforme le bac tous les trois ans, juste pour être sûr que personne ne comprenne plus rien au système de notation. On a remplacé les notes par des « compétences », des « acquis » et des « pastilles de couleur ». Bientôt, on évaluera les élèves avec des emojis. « Kevin a eu un "emoji qui pleure" en mathématiques, mais il a un "emoji qui danse" en expression corporelle, donc il passe en seconde générale. »

Le plus beau, c'est cette capacité qu'a l'État à nous demander des efforts. « Il faut

faire des économies », disent-ils en ajustant leur cravate dans un bureau payé par vos impôts fonciers. On ferme des lits d'hôpital parce que c'est « rationnel ». On ferme des classes dans les villages parce que c'est « efficient ». Mais bizarrement, on n'a jamais entendu un ministre dire : « On va fermer trois ou quatre étages au ministère de l'Écologie parce que, franchement, on a trop de secrétaires de rédaction pour la newsletter interne. »

On est dans ce paradoxe hallucinant : nous sommes le peuple le plus taxé de la galaxie, on vit dans une pression fiscale qui ferait passer un étau pour un massage suédois, et pourtant, dès qu'on a besoin d'un service public de base, on nous traite comme des resquilleurs dans un camping municipal de troisième zone.

Si vous allez aux urgences, vous êtes suspect. « Vous êtes sûr que c'est une urgence, monsieur ? Cette jambe qui pend, là, ça ne pourrait pas attendre lundi ? Prenez un Doliprane et allez sur Doctolib. » Doctolib, c'est le dernier rempart de la civilisation française. C'est l'application qui nous rappelle chaque jour que l'État a démissionné et qu'on est maintenant gérés par un algorithme qui vous propose un rendez-vous à 400 kilomètres de chez vous avec un dermatologue qui parle uniquement par téléconsultation.

« Bonjour Docteur, je vous montre ma verrue sur la webcam ? »

« Plus près... plus près... Ah non, là c'est votre clavier. Écoutez, je vous envoie une ordonnance pour de la pommade, ça fera 50 euros, payables en CB. Suivant ! »

C'est ça, le service de camping avec budget de palace. On paie pour le champagne, on nous sert de la Cristaline tiède, et quand on se plaint, on nous répond qu'on est des « Gaulois réfractaires » qui ne comprennent rien à la « modernisation de l'action publique ».

La honte, elle est là. Elle est dans ce décalage entre le prélèvement à la source et la source qui est à sec. On a tout bouffé, les amis. On a bouffé le budget dans des

structures intermédiaires, dans des commissions de concertation, dans des observatoires de l'égalité, dans des comités Théodule et dans des rapports sur papier glacé.

Et pendant ce temps, à l'école, le petit Kevin essaie de comprendre pourquoi son prof d'allemand est remplacé par une vidéo YouTube, pendant que sa grand-mère attend sur un brancard que le « gestionnaire de flux » du CHU trouve enfin le tampon pour valider son entrée en chambre double (avec vue sur le parking et option « fuite d'eau au plafond »).

Mais ne vous inquiétez pas : une nouvelle taxe est en préparation pour financer une grande consultation nationale sur le thème : « Comment rendre le camping plus accueillant ? ». Prévoyez vos propres duvets, l'État s'occupe du reste. C'est-à-dire de rien, mais avec une élégance administrative qui, elle, restera toujours championne du monde.

# Chapitre 8

## Les Mozart de la Finance (Version Sourds)

Regardez-les bien. Admirez la coupe de cheveux au millimètre, le costume cintré en laine superfine qui coûte le PIB du tiers-monde, et ce petit sourire en coin, ce mélange de bienveillance christique et de mépris technocratique. Ce sont nos « Mozarts de la finance ». On nous les a vendus comme des virtuoses, des prodiges capables de jouer la Cinquième de Beethoven sur un tableur Excel tout en faisant disparaître le déficit dans un nuage de paillettes statistiques. Le problème, c'est que ce sont des Mozarts, oui, mais dans la version de la fin : ceux qui composent un Requiem pour nos économies tout en étant frappés d'une surdité absolue. Ils n'entendent pas le fracas de la réalité, ils n'entendent que l'écho de leur propre génie dans les couloirs feutrés de Bercy.

On parle de gens qui ont fait les meilleures écoles. HEC, l'ENA, Polytechnique, Harvard. Ils ont des diplômes si grands qu'ils pourraient s'en servir comme voiles pour fuir sur un yacht quand tout sautera. Et pourtant, après avoir passé dix ans à étudier la théorie des jeux et l'optimisation fiscale, ils gèrent le pays avec la maturité budgétaire d'un adolescent de quatorze ans qui vient de découvrir le bouton « Acheter en 1 clic » sur Amazon avec la carte bleue de sa mère.

C'est fascinant. Ils ont inventé le concept de la « dépense magique ». Pour un Mozart de la finance, l'argent n'est pas une ressource finie issue du travail des gens qui se lèvent à six heures du matin pour aller livrer des colis ou soigner des gencives. Non, l'argent est une donnée abstraite, une sorte de fluide spirituel qu'on invoque en appuyant sur la touche « Entrée » d'un ordinateur. Ils pilotent l'économie française comme une start-up de la Silicon Valley qui n'a jamais vendu un seul produit mais qui vaut trois milliards de dollars parce que le logo est joli et que le CEO porte des

baskets en cuir de saumon.

« On va faire un pivot stratégique », nous disent-ils avec le sérieux d'un neurochirurgien. Dans la vraie vie, un « pivot stratégique », c'est quand tu te rends compte que tu as mis le feu à la cuisine et que tu décides que, désormais, ton business model, c'est la vente de cendres artisanales. Ils ont cramé le budget, ils ont siphonné les caisses, ils ont endetté vos petits-enfants jusqu'à la quatorzième génération, mais c'est pas grave : ils appellent ça de « l'investissement d'avenir ». L'avenir a bon dos. À ce stade, l'avenir, c'est une décharge publique où on a empilé des factures impayées en espérant que le futur archéologue qui les déterrera aura un bon sens de l'humour.

Entrez dans leur bureau. Qu'est-ce que vous voyez ? Des graphiques. Des courbes qui montent, qui descendent, qui font des loopings. Ils adorent les PowerPoints. Le pays s'écroule, les hôpitaux ferment, la police roule dans des voitures qui perdent leurs portières au premier virage, mais le PowerPoint est magnifique. Les couleurs sont harmonieuses, la police de caractère est moderne (du Helvetica, c'est plus rassurant pour les marchés). Ils vous expliquent la « trajectoire de désendettement » avec le même aplomb qu'un capitaine de Titanic expliquant que l'iceberg est en fait une opportunité de rafraîchir les cocktails en première classe.

Leur grande spécialité, c'est la « disruption ». Ils ont disrupté la pauvreté : maintenant, on ne dit plus qu'on est pauvre, on dit qu'on est en « situation de sobriété subie ». Ils ont disrupté le service public : on n'a plus de guichets, on a des chatbots. Vous savez, ces petits robots débiles sur les sites de l'administration qui vous répondent « Je n'ai pas compris votre question » quand vous demandez pourquoi votre retraite a été amputée de 200 euros pour financer un colloque sur le bien-être des huîtres en milieu urbain.

C'est là qu'on voit le côté « adolescent sur PayPal ». Un gamin qui a accès au compte familial va s'acheter des trucs inutiles : des skins sur Fortnite, une épée laser qui

brille, des sneakers en édition limitée. Nos Mozarts, c'est pareil. Ils ne réparent pas le toit de l'école qui fuit. Non, ils préfèrent financer un « Hub d'Innovation Territoriale » pour 15 millions d'euros. Un truc où des gens en col roulé viennent discuter de « l'agilité des territoires » en mangeant des verrines de quinoa à 40 euros la pièce. Ils adorent les structures intermédiaires. C'est leur doudou budgétaire. À chaque problème, ils créent une agence. On a un problème de logement ? Créons l'Agence Nationale de la Concertation sur l'Habitat Durable. 50 fonctionnaires, 12 experts payés au lance-flammes, un logo à 200 000 euros, et trois ans plus tard, le rapport conclut qu'il manque des maisons. Merci, Einstein. On n'avait pas remarqué, on dormait dans une Twingo.

Et quand ils n'ont plus de thunes — ce qui arrive environ tous les mardis matin après la réunion de cabinet — ils font quoi ? Ils activent le mode « créativité fiscale ». C'est là que le génie s'exprime vraiment. Ils ne taxent pas, ils « ajustent ». Ils créent des taxes avec des noms tellement poétiques qu'on croirait du Rimbaud sous acide. La « Contribution pour la transition solidaire », la « Redevance sur l'empreinte numérique », le « Forfait de solidarité intergénérationnelle ». En gros : « On va te faire les poches, Kevin, mais avec une telle élégance sémantique que tu devrais nous remercier de te délester de ce poids mort qu'est ton salaire ».

Le plus beau dans cette symphonie pour sourds, c'est l'absence totale de honte. Ils ratent tout. Absolument tout. La balance commerciale est dans les abysses, la dette ressemble à un score de flipper en fin de partie, mais ils sortent sur les plateaux télé avec cet air de premier de la classe qui vient vous expliquer qu'en fait, c'est une victoire. « Nous avons ralenti la croissance de la baisse de la progression du déficit ». Applaudissez, bande d'illettrés ! C'est technique ! Vous ne pouvez pas comprendre, vous n'avez pas fait le séminaire de macroéconomie appliquée à l'incertitude quantique.

Ils gèrent le pays comme si c'était une partie de SimCity où on peut taper un code de triche pour avoir de l'argent illimité. Le problème, c'est que le code ne marche plus.

Le clavier est plein de miettes de croissants et de café renversé. Mais ils continuent de taper dessus frénétiquement. Ils sont convaincus que si on fait encore un petit effort de « pédagogie », si on explique encore mieux aux gens qu'ils doivent être heureux de payer plus pour avoir moins, alors la magie va opérer.

Ils sont sourds, je vous dis. Ils n'entendent pas le bruit de la rue, ils n'entendent pas le cri du petit entrepreneur qui se noie sous les charges, ils n'entendent pas le silence angoissé de la classe moyenne qui voit son niveau de vie s'évaporer comme de l'éther au soleil. Ils entendent juste la petite musique de chambre de leur entre-soi, ce ronronnement des banquets d'État où l'on discute de l'importance de « réenchanter le politique » tout en dégustant un homard qui a coûté le prix d'un scanner pour l'hôpital du coin.

Au fond, le drame de ces Mozarts, c'est qu'ils n'ont jamais tenu un budget de leur vie. Un vrai. Celui où, le 20 du mois, tu te demandes si tu prends du fromage ou si tu gardes l'argent pour le ticket de bus. Ils sont nés dans des berceaux en or, ont grandi dans des incubateurs de luxe et ont fini par diriger un paquebot dont ils ignorent tout du fonctionnement de la cale. Pour eux, l'économie est un jeu vidéo sans "Game Over". Sauf que pour nous, le "Game Over", il arrive. Et il ne sera pas virtuel. Mais ne vous inquiétez pas, ils ont déjà prévu le coup : ils travaillent sur un nouveau rapport papier glacé intitulé « Comment rebondir après l'apocalypse : vers une résilience inclusive ». Imprimé à 500 000 exemplaires. Sur votre compte, bien sûr.

Allez, remettez-vous au travail. La France a besoin de vos impôts pour financer la prochaine idée géniale d'un gamin de 28 ans qui pense que l'agriculture, c'est un truc qui se passe sur une application iPad. On a tout bouffé, les amis. Mais on a encore le droit de rire. C'est la seule chose qu'ils n'ont pas encore réussi à taxer. Mais donnez-leur quinze jours, ils sont en train de créer un observatoire sur la « Valeur ajoutée de l'humour citoyen ». Le ticket d'entrée sera obligatoire. Prévoyez la monnaie, le Mozart de service ne rend pas la pareille.

# Chapitre 9

## Travailler plus pour... payer le gaz des autres

Mettez votre réveil sur 6h30. Écoutez ce bruit. Ce n'est pas une alarme, c'est le cri de guerre d'une nation qui a décidé que votre sommeil était une ressource taxable. Vous vous levez, les yeux collés par le sel de la veille – non pas celui de la mer, mais celui de vos larmes devant votre dernier bulletin de salaire – et vous jetez un coup d'œil par la fenêtre.

Là, sur le trottoir d'en face, il y a Kévin. Kévin n'a pas de réveil. Kévin a une horloge biologique calée sur la rediffusion de \*Chasseurs d'appart'\*. Kévin est en short. Il est 6h45, il fait 4 degrés, mais Kévin s'en fout : il va charger sa glacière dans sa Twingo (prime à la conversion, merci qui ? Merci vous) pour aller choper la meilleure place à la plage avant que les touristes n'arrivent.

C'est à ce moment précis, alors que vous grattez le givre sur votre pare-brise avec une vieille carte de fidélité d'un magasin de bricolage où vous n'avez plus les moyens d'aller, que le calcul mental commence. C'est le sport national français. Oubliez le foot, oubliez la pétanque. Le vrai truc qui fait chauffer les neurones sous le béret, c'est la règle de trois entre le SMIC, la Prime d'Activité, les APL, et le prix du litre de sans-plomb.

Vous faites les comptes. Vous gagnez 1 700 euros net. Après avoir payé l'essence pour aller travailler (300 €), l'assurance de la voiture pour avoir le droit d'aller travailler (80 €), le parking pour pouvoir poser la voiture pendant que vous travaillez (120 €), les sandwichs triangle goût polystyrène-mayonnaise (150 €) et les cafés à la machine qui a le goût de terreau humide (40 €), il vous reste quoi ? Un sentiment de fierté ? Non, ça, c'est ce qu'on raconte aux enfants dans les livres d'images

sponsorisés par le ministère de l'Économie.

En réalité, après déduction de vos « frais de présence sur le lieu de souffrance », vous réalisez que l'écart de revenus entre vous et Kévin, qui vit d'amour, d'eau fraîche et de subventions transversales, est exactement de 52 euros et 34 centimes.

Cinquante-deux balles. C'est le prix d'une mauvaise bouteille de champagne ou d'une excellente consultation chez le psy pour comprendre pourquoi vous continuez à mettre une cravate le matin.

Le plus beau, ce n'est pas que Kévin gagne presque autant que vous. Non, le chef-d'œuvre du génie français, la Joconde de notre administration fiscale, c'est le « Bouclier Tarifaire ». On appelle ça aussi le « Chèque Énergie ». C'est ce moment magique où l'État décide que, puisque vous travaillez, vous êtes « riche ». Et comme vous êtes riche, vous allez payer votre gaz plein pot. Normal, vous avez un badge d'entreprise, vous êtes un capitaine d'industrie de l'open-space, un titan de la saisie Excel.

Par contre, Kévin, lui, reçoit un courrier de l'État. Un courrier parfumé à la solidarité nationale. « Cher Kévin, comme vous avez choisi de consacrer votre vie à l'observation des goélands et à la critique de la télé-réalité, voici un chèque de 200 euros pour payer votre chauffage cet hiver. »

Résultat des courses ? En janvier, vous baissez votre thermostat à 16 degrés. Vous portez trois polaires, une écharpe et vous dormez avec votre chien pour gratter quelques calories animales. Vous voyez de la buée quand vous respirez dans votre salon. C'est chic, ça donne un côté « camp d'entraînement en Sibérie », très résilience inclusive. Pendant ce temps, de l'autre côté de la rue, Kévin est en slip dans son salon. Il fait 26 degrés chez lui. Il a ouvert la fenêtre parce qu'il trouve qu'il fait « un peu lourd ». C'est vous qui payez la facture de gaz pour qu'il puisse bronzer devant Netflix.

C'est le concept de la « solidarité inversée ». C'est comme si, au restaurant, le type qui commande un plateau de fruits de mer et trois bouteilles de homard (oui, le homard se boit maintenant, c'est une innovation de la French Tech) demandait à la table d'à côté, qui partage une carafe d'eau et un quignon de pain, de régler l'addition parce que « eux, au moins, ils ont la discipline d'avoir faim ».

En France, on a inventé le concept du « salaire émotionnel ». C'est quand ton patron ne peut pas t'augmenter, alors il t'offre un « Chief Happiness Officer » qui organise des tournois de baby-foot à 18h, pile quand tu devrais être chez toi à pleurer devant tes factures. Mais l'État a fait mieux : il a inventé le « prélèvement émotionnel ». Tu travailles 40 heures par semaine, tu te farcis des réunions avec des gens qui disent « on revient vers toi pour le go-live », tu subis l'haleine de Jean-Pierre de la compta, et à la fin, on te prend la moitié de ta valeur ajoutée pour financer le confort thermique d'un mec qui pense que le « travail » est une pathologie mentale du XXe siècle.

Attention, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Kévin n'est pas le coupable. Kévin est un génie. C'est un optimiseur. Il a compris le système mieux que vous. Il a lu le code de la sécurité sociale comme d'autres lisent la Bible. Il sait que s'il travaille une heure de plus, il perd ses droits à la cantine gratuite, son chèque culture et peut-être même son accès prioritaire à la déchetterie. Il est dans la « zone de neutralité économique ». S'il fait un effort, il s'appauvrit. C'est le seul pays au monde où l'ambition est un facteur de risque financier majeur.

Imaginez un marathon. Vous courez. Vous transpirez. Vous avez des ampoules. Vous arrivez à la ligne d'arrivée après 42 kilomètres de souffrance. Et là, l'arbitre (un mec de 28 ans avec des lunettes de designer, sorti d'une école de management et qui n'a jamais soulevé un pack de lait) vous arrête :

— Félicitations ! Vous avez fini le marathon. Pour votre performance, vous recevez une médaille en chocolat et on vous retire vos chaussures pour les donner à celui qui a fait la sieste au kilomètre 12.

— Mais pourquoi ? demandez-vous, la bave aux lèvres.

— Parce qu'il n'a pas eu la chance d'arriver aussi vite que vous. C'est de la justice sociale. D'ailleurs, il a un peu froid aux pieds, donc donnez-lui aussi vos chaussettes. Et n'oubliez pas de sourire, la France vous regarde.

C'est là que le malaise s'installe. Ce moment gênant où vous croisez votre voisin au supermarché. Vous avez un chariot rempli de marques distributeurs « Pouce Levée » (celles où le jambon a la couleur d'un vieux mur de bureau de poste), et lui, il a du vrai fromage, du bon vin, et il utilise son « chèque vacances » pour payer ses huîtres. Vous le regardez. Il vous regarde.

— Alors, le boulot ? il vous demande avec une sincère compassion, la même qu'on aurait pour un unijambiste qui essaie de monter l'Everest.

— Ça va, ça va... on prépare le budget Q3, répondez-vous en essayant de cacher votre paquet de pâtes premier prix sous une boîte de mouchoirs (pour pleurer, justement).

— Dur, dur... Moi j'ai dû annuler ma sortie voile cet après-midi, trop de vent. Je vais plutôt aller au spa, j'ai un bon de la mairie pour « l'insertion par le bien-être ». Allez, bon courage pour la réunion de 17h !

Et là, vous sentez une petite veine battre sur votre tempe. Cette veine, c'est le dernier vestige de votre dignité de contribuable. Elle vous murmure : « Démissionne. Deviens un Kevin. Vends ta voiture. Achète un transat. Le gaz est gratuit si tu n'as pas de quoi le payer. »

Mais vous ne le ferez pas. Pourquoi ? Parce que vous avez été éduqué dans la religion de la « valeur travail ». On vous a dit que le travail rendait libre. On a juste oublié de préciser que c'était une liberté surveillée par le fisc et limitée au périmètre de votre découvert bancaire.

Le pire, c'est que si vous vous plaignez, vous êtes un « égoïste ». Un « populiste ». Un mec qui n'a pas compris la beauté du « pacte social ». Le pacte social, en France, c'est un contrat où vous signez en bas à droite pour que le type qui a décidé de ne rien

faire puisse avoir le même niveau de vie que vous, mais sans le stress, sans le réveil, et avec un meilleur bronzage.

C'est le triomphe de l'égalité par le bas. On ne veut pas que tout le monde vive bien, on veut juste que personne ne vive mieux que celui qui ne fait rien. C'est une forme de poésie bureaucratique. On a créé une société de « rentiers de la solidarité ».

Et pendant ce temps, nos élites, dans leurs bureaux lambrissés payés par vos impôts sur le gaz (que vous ne pouvez plus vous offrir), réfléchissent à la prochaine étape. Ils ont entendu dire que vous étiez un peu tendu. Alors ils préparent un nouveau dispositif : « Le chèque sérénité pour les travailleurs pauvres ». C'est un chèque de 15 euros, utilisable uniquement dans les librairies municipales pour acheter des livres sur la méditation pleine conscience.

Comme ça, quand vous verrez Kévin partir à la plage pendant que vous grattez votre pare-brise, vous pourrez respirer un grand coup, fermer les yeux, et murmurer : « Je ne suis pas en train de me faire plumer, je participe activement à l'équilibre thermodynamique de mon quartier. »

Le gaz des autres, c'est l'enfer, disait Sartre (à peu près). Mais en France, c'est surtout votre facture. Allez, circulez, il y a une conférence sur « l'inclusion thermique » à financer, et vous êtes déjà en retard pour votre réunion Zoom de 8h30. N'oubliez pas de laisser la lumière allumée en partant, il faut bien que quelqu'un paie pour éclairer le chemin de Kévin vers la plage.

# Chapitre 10

## La Tour Eiffel sur LeBonCoin

Bon, on ne va pas se mentir : le livret A de la France ressemble actuellement à un désert de Gobi après un passage de sauterelles sous amphétamines. On a tellement raclé les fonds de tiroirs qu'on en est à espérer que les pièces de deux centimes tombées sous les sièges du métro suffiront à rembourser les intérêts de la dette du mois de juin. Parce que oui, en France, on n'en est plus à rembourser le capital. On paie juste pour avoir le droit de continuer à respirer un air qui appartient techniquement à la Goldman Sachs.

Mais rassurez-vous, nos dirigeants ont de la ressource. Ils ont ce qu'on appelle le « génie comptable de la dernière chance ». Après nous avoir expliqué qu'il fallait baisser le chauffage en hiver pour sauver la démocratie et porter des cols roulés pour stopper l'inflation, ils ont enfin trouvé la solution ultime pour colmater le trou de 3 000 milliards de la Sécu : la braderie nationale.

Imaginez la scène. Bercy, 3 heures du matin. Bruno, entre deux chapitres de son prochain roman sur les courbes voluptueuses des statistiques budgétaires, se tourne vers son conseiller « Innovation & Dépossession » :

— « Dis-moi, Jean-Eudes, la Tour Eiffel, elle nous rapporte combien en tickets ? »

— « Pas assez, Monsieur le Ministre. »

— « Bon. Mets-la sur LeBonCoin. En "bon état général", précise qu'il y a quelques points de rouille mais que c'est ce qui fait son charme vintage. Et rajoute : "Idéal pour investisseur cherchant structure haute pour installer une antenne 6G ou un séchoir à linge géant". »

Et voilà. C'est posté. Catégorie : Maison & Jardin. Sous-catégorie : Autres.

Description : \*« Vends monument historique en fer puddlé, 324 mètres, vue imprenable sur des gens qui râlent. Pas d'ascenseur (en panne depuis 1994), prévoir un petit coup de peinture. À venir chercher sur place. Pas sérieux s'abstenir, échange possible contre un stock de Doliprane ou trois mois de remboursement de la dette publique de la Creuse. »\*

Le plus beau, c'est qu'on va vous le vendre comme une opportunité « d'agilité patrimoniale ». On ne vend pas notre histoire, non, on « externalise le poids de l'acier pour favoriser la légèreté de l'avenir ». Et vous, vous regarderez le Champ-de-Mars vide en vous disant : « C'est pas plus mal, ça faisait de l'ombre au TikTok de Kevin. »

Mais la Tour Eiffel, c'est juste l'apéro. Pour payer les intérêts de juillet, il va falloir passer aux choses sérieuses. Et là, le plan est brillant : on vend les Alpes à la Suisse. C'est logique. Les Suisses adorent les montagnes, ils ont l'argent, et ils savent comment gérer des trucs qui ne servent à rien à part être jolis.

Le deal est déjà sur la table : on leur file le Mont-Blanc, ils nous épongent trois jours de déficit de l'assurance-chômage. On va juste devoir déplacer la frontière de quelques kilomètres. Les habitants de Chamonix se réveilleront un matin avec un compte en banque en francs suisses et une envie soudaine de dénoncer leur voisin qui n'a pas trié son verre correctement. On appellera ça le « Plan Sommet Serein ».

— « Vous comprenez, cher public, on ne perd pas une montagne, on gagne une neutralité géographique ! »

Et puis, avouons-le, les Alpes en France, c'est mal géré. Il y a trop de gens qui font du ski en jean. En Suisse, au moins, le flocon sera coté en bourse et la fondue sera servie par des banquiers en costume de marmotte.

Pendant que vous essayez de comprendre si votre GPS est toujours à jour, le gouvernement passera à la phase 3 : l'Élysée sur Airbnb.

C'est le concept de la « République Expérientielle ». Puisqu'on ne peut plus financer

les dorures, autant faire payer les touristes américains pour dormir dans le lit de la République.

Annonce : \*« Superhost Manu vous accueille dans son humble demeure de 11 000 m<sup>2</sup>. Petit-déjeuner inclus (croissants de la veille, on est en période d'austérité).

Attention : présence de gardes mobiles dans le jardin, ne pas nourrir les CRS, ils sont un peu tendus à cause de la réforme des retraites des pigeons. »\*

Imaginez le commentaire sur l'appli : \*« 4 étoiles sur 5. Le cadre est magnifique, mais le propriétaire passe son temps à faire des discours de trois heures au petit-déjeuner sur la souveraineté européenne alors que je voulais juste un café. Par contre, la vue sur la cour d'honneur est parfaite pour mes selfies "Révolution Style". »\*

On pourrait même louer le palais pour des enterrements de vie de garçon. Un « Laser Game » dans la Galerie des Glaces pour payer les intérêts du gaz de schiste importé. « Allez-y les gars, tirez sur les lustres, c'est compris dans la caution "Dette Publique Plus" ! »

C'est là qu'on atteint le sommet de l'art français : transformer la faillite en concept marketing. On n'est pas ruinés, on est en « transition vers un modèle dématérialisé ». La France devient une marque sans produit, un logo sans usine, une chanson de variété dont on a vendu les droits à une IA coréenne.

Le prochain chèque que vous recevrez — après le chèque énergie, le chèque bois, le chèque sérénité et le chèque « merci d'exister encore un peu » — ce sera le « Chèque Adieu Patrimoine ». Un coupon de 10 euros valable sur l'achat d'une carte postale de la France de 1998, quand on avait encore des services publics et que la Tour Eiffel ne servait pas de support publicitaire pour une application de trading de cryptomonnaies éco-responsables.

Parce que c'est ça, la finalité. On va tout bouffer, jusqu'à la dernière pierre du Pont du

Gard (vendu à un promoteur pour en faire un parc aquatique à thème sur la bureaucratie romaine). On vendra même notre honte. Ah non, pardon, la honte, personne n'en veut. C'est le seul truc qui ne subit pas d'inflation parce que le stock est illimité et que l'offre dépasse largement la demande.

À la fin, il ne restera plus que nous, assis sur un trottoir privatisé par une multinationale de la gestion de l'espace public, en train de regarder le soleil se coucher sur un horizon appartenant à un fonds de pension d'Abu Dhabi. Et là, vous sortirez votre livre sur la méditation pleine conscience acheté avec vos 15 euros de chèque sérénité.

Vous fermerez les yeux. Vous respirerez l'odeur du kérosène des jets privés des gens qui, eux, n'ont pas eu besoin de vendre leur Alpes pour finir le mois. Et vous murmurerez, avec cette petite pointe d'acide gastrique qui fait office de fierté nationale :

— « Au moins, le logo de la République sur LeBonCoin, il avait de la gueule. »

Ne soyez pas tristes. Pensez positif. On n'est pas en train de disparaître, on est juste en train de devenir des locataires de notre propre pays. C'est l'économie collaborative poussée à son paroxysme : la France ne nous appartient plus, mais on a quand même le droit de payer pour faire le ménage avant que les nouveaux propriétaires n'arrivent pour le week-end.

Allez, je vous laisse, j'ai une alerte sur mon téléphone. Il paraît qu'on peut racheter la Corse en NFT avec des points de fidélité Carrefour. Si on se dépêche, on pourra peut-être sauver un morceau de plage pour que Kévin puisse continuer à y aller en attendant que la mer soit, elle aussi, rachetée par Nestlé.

Souriez, vous êtes vendus. Et n'oubliez pas de laisser un avis 5 étoiles sur le profil de l'État : "Service rapide, livre l'intégralité du pays en moins de deux quinquennats, emballage un peu fragile, mais le vendeur est très persuasif."

# Chapitre 11

## Le génie français : Transformer l'or en plomb

Regardez-nous bien. Observez ce profil d'aigle royal un peu déplumé, ce menton levé vers l'horizon radieux de la "Start-up Nation", tout en ayant les deux pieds solidement ancrés dans une flaque de purin administratif. Nous sommes les héritiers de types qui ont dompté l'atome, dessiné des avions qui franchissaient le mur du son en servant du champagne, et posé des rails si parfaits qu'on peut traverser le pays à 320 km/h sans renverser son café dégueulasse à 4,50 euros.

On a inventé le TGV. Un prodige de physique, de sueur et d'acier. On a inventé Ariane, une cathédrale de feu qui pisse du génie à chaque décollage pour aller ranger des satellites dans l'espace comme on range des chaussettes chez IKEA. On a même inventé le Minitel, ce petit cube marron qui permettait déjà de commander des pizzas et de draguer des inconnus déguisés en "Ulla" alors que Mark Zuckerberg n'était encore qu'une lueur d'arrogance dans les yeux de son père.

Et pourtant.

Pourtant, aujourd'hui, si vous essayez de déclarer vos impôts le 20 mai à 23h55 sur l'application officielle, le système entre dans une phase de catatonie mystique. À cet instant précis, le "génie français" opère une mutation fascinante : il transforme l'or en plomb. On passe du Concorde à la trottinette électrique dont la batterie explose au premier virage.

C'est le grand paradoxe hexagonal. On est capables d'envoyer un robot sur une comète à des millions de kilomètres de la Terre avec la précision d'un horloger suisse sous cocaïne, mais on est infoutus de coder un bouton "Valider" qui ne déclenche pas

une erreur 404, une alerte attentat et la fermeture définitive d'une classe de primaire dans la Creuse.

Approchez-vous. Vous sentez cette odeur ? C'est celle du serveur de Bercy qui commence à fumer. Il est 23h58. Vous êtes là, en sueur, devant votre écran, à essayer de comprendre pourquoi la case 2OP n'accepte pas votre existence. Le site vous regarde avec le mépris d'un garçon de café parisien un jour de pluie. Il vous dit : « Je mouline. Je réfléchis. Je traite votre demande. » En réalité, derrière l'interface au design si épuré qu'on dirait une salle d'attente d'hôpital de province, il n'y a rien. Juste un stagiaire paniqué qui pédale sur un vélo d'appartement relié à une prise secteur, et un algorithme écrit en 1984 par un type qui pensait que l'avenir appartenait au minicassettes.

C'est ça, la France moderne : on a le matériel de la NASA, mais on a gardé le logiciel de la RDA.

Nous sommes les champions du monde de "l'usine à gaz". C'est une spécialité locale, au même titre que le camembert au lait cru et la grève préventive. Pour une administration française, faire simple, c'est une trahison. C'est un aveu de faiblesse. Si l'utilisateur comprend du premier coup où il doit cliquer, c'est que l'ingénieur a raté sa vie. Il faut de la résistance. Il faut du frottement. Il faut que l'usager sente passer le poids de l'État sur ses épaules.

Prenez "MaPrimeRénov". L'idée est noble : sauver la planète en isolant les combles de Monsieur Michu. Dans n'importe quel pays normalement constitué, tu envoies une photo de ton mur, on t'envoie un chèque. En France, c'est un parcours de combattant conçu par les scénaristes de \*Saw\*. Il faut uploader des PDF qui ne doivent pas dépasser 2 Mo (en 2024, même une photo de votre orteil fait 15 Mo), remplir des formulaires dont les intitulés ont été traduits du latin par un poète dépressif, et attendre qu'un algorithme baptisé "Gribouille-2000" décide si, oui ou non, vous méritez de ne pas mourir de froid en février.

Et quand ça plante — parce que ça plante TOUJOURS —, on vous répond avec cette phrase magnifique, ce sommet du lyrisme bureaucratique : « Une maintenance technique est en cours. Veuillez réessayer ultérieurement. »

"Ultérieurement". En français de l'administration, ça veut dire : « Quand les poules auront des dents, que la Corse sera devenue une principauté bouddhiste et que le PSG aura gagné la Ligue des Champions. »

Mais le plus beau, le chef-d'œuvre absolu de cette alchimie inversée, c'est le coût. Parce que pour réussir à produire un truc qui ne marche pas avec une telle régularité, il faut investir des fortunes. On ne devient pas incompetent par hasard, ça se travaille. On engage des cabinets de conseil américains payés 2 000 euros de l'heure pour qu'ils nous expliquent, dans un PowerPoint de 150 pages, que le bouton "Connexion" devrait être d'un bleu "souveraineté numérique" plutôt que d'un bleu "service public".

On empile les couches de complexité comme on empile les fromages sur un plateau. On crée des interfaces "responsive", "agiles", "user-centric", mais à la fin, c'est toujours la même histoire : le site de la CAF rame dès qu'il y a plus de trois allocataires connectés, ce qui est fâcheux pour un organisme qui en gère douze millions.

C'est là qu'on mesure le génie. Transformer une prouesse technologique en une source de stress post-traumatique.

On a eu le TGV, je vous dis. Le truc fonçait tellement vite qu'on arrivait à Lyon avant d'avoir fini son sandwich triangle. Aujourd'hui, on a l'application SNCF Connect. Un labyrinthe numérique conçu par un architecte qui aurait abusé de substances illicites. Tu veux juste un aller-retour pour Bordeaux, l'appli te propose de louer une trottinette à Varsovie, de parrainer une chèvre dans le Larzac et de regarder une série sur ton

téléphone, tout ça en affichant un écran noir parce que tu as eu l'audace de passer sous un tunnel de trois secondes. C'est fascinant. On a réussi à rendre le train plus stressant que le décollage d'une fusée SpaceX.

Et que dire de nos "licornes" ? Ces start-ups de la French Tech que le Président caresse dans le sens du poil à chaque salon Vivatech. On nous vend des génies qui vont révolutionner le monde avec de l'intelligence artificielle "made in France". Le résultat ? Une application qui permet de se faire livrer un poke bowl tiède par un type en vélo qui n'a pas de papiers, ou une plateforme de "coaching en bien-être managérial" pour apprendre aux cadres sup à respirer par le nombril pendant les licenciements massifs.

On avait l'Aérotrain de Jean Bertin. On a maintenant des influenceurs LinkedIn qui nous expliquent comment "disrupter le marché de la brosse à dents connectée". On est passés de la conquête spatiale à l'optimisation fiscale du clic.

Le génie français, c'est cette capacité unique à saborder nos propres réussites par pur amour du formulaire Cerfa. Si on avait dû construire la Tour Eiffel aujourd'hui, elle ne ferait pas 300 mètres. Elle ferait 1 mètre 20, elle serait en plastique recyclé, mais elle aurait une application dédiée qui ne s'ouvrirait jamais et un QR code obligatoire pour chaque marche, dont le serveur serait hébergé dans un bunker en Lozère qui tombe en panne dès qu'il neige.

Ne vous y trompez pas : ce n'est pas de la nullité. C'est de l'art. C'est une résistance spirituelle contre la fluidité du monde moderne. Les Américains veulent que tout soit "seamless", sans couture. Nous, on veut de la couture. On veut que ça gratte. On veut que l'utilisateur mérite son accès aux services de l'État. On veut que le contribuable, au moment de valider sa déclaration à 23h59, ressente ce frisson mystique, cette incertitude fondamentale qui est la base de la condition humaine.

« Vais-je recevoir un mail de confirmation ou vais-je finir au goulag fiscal parce que

le site a considéré mon point-virgule comme une tentative de piratage russe ? »

C'est ça, vivre en France. C'est savoir que nos ingénieurs peuvent mettre un satellite en orbite avec une précision millimétrée, mais qu'ils sont incapables de faire en sorte que votre Carte Vitale soit reconnue par le lecteur du pharmacien si vous l'avez gardée trop près de votre pass Navigo.

On ne disparaît pas, je vous l'ai dit. On se sublime dans l'absurde. On est en train de devenir le premier pays au monde "High-Tech mais Low-Fonctionnement". Un musée à ciel ouvert où l'on peut admirer des prototypes de voitures volantes en attendant que le bus de 8h12 arrive enfin à 9h45 parce que l'application de géolocalisation a décidé de prendre un RTT.

Alors, la prochaine fois que vous verrez un message d'erreur sur un site gouvernemental, ne hurlez pas. Ne jetez pas votre ordinateur par la fenêtre. Souriez. C'est le "Génie Français" qui vous salue. C'est la preuve que, malgré la mondialisation, malgré Google, malgré l'IA, on a gardé l'essentiel : cette capacité sublime à transformer une autoroute numérique en un chemin vicinal plein de boue, juste pour le plaisir de voir si vous avez encore assez de souffle pour arriver au bout.

Allez, je vous laisse, je dois essayer de renouveler mon passeport sur le site de l'ANTS. On est en juin, le premier rendez-vous disponible est en novembre 2032, et le site vient de me déconnecter parce qu'il a détecté que je respirais trop fort.

La France, Monsieur, la France ! On n'a pas de pétrole, on n'a plus d'idées, mais qu'est-ce qu'on a comme formulaires !

# Chapitre 12

## Fin de fête : Qui range les cadavres de bouteilles ?

Regardez-nous bien. Observez ce tableau avec l'œil vitreux de celui qui a fini la soirée en essayant de shazamer le bruit de la clim. On est là, au milieu du salon national, la cravate en bandeau de Rambo, une tache de sauce samouraï sur le revers d'un destin qu'on imaginait plus prestigieux, à fixer les derniers fonds de verres où flottent des mégots de l'espoir. La musique s'est arrêtée depuis trois plombs, le DJ est parti avec la caisse et la moitié du mobilier, mais nous, on reste. Pourquoi ? Parce qu'il reste des petits fours surgelés et que, tant qu'il y a du gras, il y a de la vie.

C'est ça, le stade terminal du génie français : on est en train de couler, mais on pinaille sur la cuisson du homard.

Le Titanic est en train de prendre l'eau par toutes les jointures, l'orchestre joue du Jul en version acoustique pour calmer les angoisses, et au lieu de chercher les canots de sauvetage, on fait la queue au buffet parce qu'on a encore des Tickets Restaurants à écouler avant la fin du mois. « Dépêche-toi, Didier, il reste de la mousse de foie de canard, ce serait con de mourir le ventre vide, surtout qu'on a cotisé quarante ans pour ce cocktail. »

On est dans ce moment précis de la gueule de bois civilisationnelle où l'on commence à se demander qui va ramasser les cadavres de bouteilles. Et par « cadavres de bouteilles », je ne parle pas de votre dernier pack de 1664 acheté en promo chez Édouard. Je parle de nos services publics en PLS, de notre dette qui a désormais la circonférence de Jupiter, et de ce concept un peu vintage qu'on appelait autrefois « l'avenir ».

Le problème, c'est que dans cette fête, tout le monde se prend pour l'invité d'honneur, mais personne ne veut être celui qui passe la serpillière sur le vomi des illusions perdues.

Pendant des décennies, on a vécu sur le Grand Crédit Illimité. On a sabré le champagne de la croissance fictive, on a rincé tout le monde à grands coups de subventions pour des trucs aussi utiles qu'un cours de claquettes pour poissons rouges, et on a dansé la chenille sur les tables de la rigueur budgétaire. Aujourd'hui, la lumière s'est rallumée brutalement. Vous savez, cette lumière crue, néon de supermarché, qui vous révèle que la bombe atomique avec qui vous discutiez depuis deux heures est en fait un porte-manteau avec une perruque. C'est le moment où l'on réalise que la France n'est plus une grande puissance, c'est juste un vieux parc à thèmes en décomposition où les automates tombent en lambeaux mais où l'entrée coûte de plus en plus cher.

Et que fait-on face à l'iceberg ? On rédige des circulaires. On crée des comités de réflexion sur la flottabilité du navire. On lance une application mobile « MonNaufrage.gouv.fr » qui plante dès que vous essayez de cocher la case « Je ne sais pas nager mais je suis syndiqué ».

Le déni est devenu notre sport national. On est les champions du monde de la « positive attitude » appliquée au désastre. Le pays brûle ? « Oui, mais regardez, ça fait de la lumière, c'est bon pour le moral des gens qui n'ont pas d'électricité. » Les hôpitaux ferment ? « C'est pour favoriser le retour à la médecine naturelle et au pouvoir des pierres, c'est très tendance à Biarritz. » L'école s'effondre ? « Moins les enfants savent lire, moins ils seront déprimés en lisant leurs bulletins de paie plus tard. C'est de la psychologie préventive. »

On continue de danser parce qu'on a peur du silence. Et surtout parce qu'on a cette certitude, chevillée au corps comme une mauvaise herbe, que « l'État va payer ». L'État. Cette entité mystique, ce Père Noël schizophrène qui, selon la légende,

possède une cave secrète remplie de lingots d'or qu'il refuse de nous donner par pure méchanceté administrative. On ne réalise pas que l'État, c'est juste le mec bourré à côté de nous qui essaie de payer sa tournée avec une carte de fidélité de chez Kebab Palace.

Qui va ranger les cadavres de bouteilles ? Pas les politiques, ils sont déjà en train de commander le Uber pour la prochaine sauterie électorale. Pas les hauts fonctionnaires, ils sont occupés à rédiger le manuel d'utilisation du balai en soixante-douze volumes. Alors on regarde les jeunes. La « Génération Z », celle qui boit du kombucha et qui fait des crises d'angoisse quand le Wi-Fi perd une barre. On leur dit : « Tenez les enfants, voilà la clé de la décharge. Amusez-vous bien avec la dette, le réchauffement climatique et le fait que la retraite est devenue une légende urbaine comme la Dame Blanche ou le fait que le site de la CAF fonctionne un mardi après-midi. »

C'est le bouquet final du cynisme : on leur laisse une planète en surchauffe et une économie en phase terminale, mais on leur donne des cours d'éco-responsabilité pour qu'ils apprennent à trier les débris de leur propre futur. « N'oublie pas, Lucas, le plastique du monde d'avant va dans la poubelle jaune, et tes rêves de propriété immobilière vont directement au compost. »

En attendant, on profite du buffet. C'est la grande braderie du Titanic. On se bat pour les derniers canapés au saumon (qui est en fait du surimi peint en rose, mais à ce stade de l'ivresse, on s'en fout). On se rassure en se disant qu'on a encore des droits. Ah, le « Droit » ! Le Français adore le droit. On a le droit de grève, le droit à l'image, le droit à la déconnexion, mais on a surtout le droit de fermer les yeux très fort en espérant que le sol s'arrête de pencher.

On est dans une sorte de sursis gastronomique. On sait que c'est fini, on sait que la fête est un fiasco total, que la maison est hypothéquée et que les voisins appellent les flics depuis 1995, mais tant qu'il reste une goutte de rouge et un Ticket Resto dans le

portefeuille, on refuse de rendre les clés. On préfère discuter de l'inclusion du pronom "iel" dans le règlement intérieur du naufrage plutôt que de vérifier si les pompes d'évacuation sont branchées.

Et le pire, c'est qu'on est fiers. On regarde les autres pays — ces gens ennuyeux qui rangent leur salon avant d'aller dormir, ces Allemands qui comptent leurs couverts, ces Américains qui font payer l'entrée de la fête — avec un mépris souverain. « Ils n'ont pas l'Art de Vivre », on soupire en trébuchant dans un seau à champagne vide. L'art de vivre français, c'est l'art de tomber dans l'escalier avec une élégance telle qu'on finit par convaincre tout le monde que c'était une performance chorégraphique.

Alors, on fait quoi maintenant ? On attend 9h45 que le bus arrive ? On attend que l'IA remplace les politiciens (ce qui ne changera rien, l'algorithme finira par demander une augmentation et se mettra en grève en solidarité avec les imprimantes) ?

Non. On fait ce qu'on fait de mieux. On remet une tournée. On cherche quelqu'un à blâmer — l'Europe, les riches, les pauvres, les cyclistes, les gens qui mettent de l'ananas sur la pizza — et on continue de bouffer la honte à la petite cuillère, parce que c'est gratuit et que c'est la seule chose qui n'est pas encore rationnée.

Qui va ranger les bouteilles ? Personne. On va finir par vivre dedans. On va construire une nouvelle civilisation à base de tessons de verre et d'étiquettes de grands crus déchus. On appellera ça la « Transition Circulaire du Désastre ». On créera un nouveau formulaire pour déclarer le niveau de décombres dans son jardin. Et on sera heureux.

Parce qu'en France, on n'a peut-être plus de pétrole, on n'a peut-être plus d'idées, on n'a peut-être plus d'avenir... mais on a encore une sacrée descente.

Allez, servez-moi un dernier verre de déni. Je sens que le Titanic commence à tanguer, et je voudrais pas rater l'entrée du dessert. Il paraît que c'est un café

gourmand avec un supplément de mépris de classe. Mon préféré.

**FIN**

*Merci d'avoir lu "On a tout bouffé sauf la honte"*

Une œuvre écrite par Dr. Sarcasme

[Lire la version interactive et commenter](#)

[Découvrir les autres œuvres de l'auteur](#)